



Plan général de coordination SPS

rédigé en application du code du travail



Construction neuve de 7 logements au 8 boulevard Barbes 75018 PARIS

Opération de catégorie - **PHASE PRO**

Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
SIEMP 29 Boulevard Bourdon 75180 PARIS CEDEX 04	BENJAMIN FLEURY 214 rue Etienne Marcel 93170 BAGNOLET

Sommaire

1. Préambule	8
2. Autorité et mission du coordonnateur SPS	8
2.1. Autorité du coordonnateur SPS :	8
2.2. Missions et moyens du coordonnateur SPS :	9
3. Description du projet	9
3.1. Présentation :	9
3.2. Durée des travaux et effectif :	10
3.3. Organismes de prévention :	10
3.4. Organismes de secours :	10
3.5. Gestionnaires des réseaux :	10
3.6. Suggestions dues à l'exploitation sur le site et à l'environnement :	10
3.7. Liste des entreprises sous-traitantes :	11
La dévolution est prévue en CORPS D'ETAT SEPARÉS	11
3.8. Organisation générale du chantier	11
3.8.1. Principe général	11
3.8.2. VRD Préalables	11
3.8.3. Répartition des charges de chantier	12
3.9. Installations à destination du personnel	13
3.9.1. Calcul des quantités et équipements	13
3.9.2. Principe d'installation d'une base vie	13
3.9.3. Travaux insalubres et salissants	14
3.9.4. Cas particuliers	14
3.9.5. Mise à disposition d'eau potable.	14
3.10. Fluides	15
3.10.1. Electricité	15
3.10.2. Eau	15
3.10.3. Eaux usées	16
3.11. Voies et zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales	16
3.12. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels – limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.13. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux	17
3.13.1. Stockage en intérieur	17

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 3 sur 74 Dossier 278
--	--	--

3.13.2. Stockage en toiture terrasse	18
3.14. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	18
3.15. Utilisation des protections collectives	19
3.15.1. Protections collectives	19
3.15.2. Accès provisoires	19
3.16. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	19
4. Sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	20
4.1. Intervention d'entreprises extérieures, de concessionnaires et etc.	20
4.2. Intervention sur la voie publique.....	20
4.3. Accès aux zones restées en activité	20
4.4. Maintien des accès et issues de secours du site.....	20
5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant - Mesures arrêtées par le maître d'œuvre	21
5.1. Mise en commun des moyens	21
5.1.1. Principe général	21
5.1.2. Echafaudage (Cf. PV de réception et de mise à disposition en annexe)	21
5.1.3. Filet en sous-face contre les chutes de personne et de matériel	22
5.1.4. Moyens de manutention	22
5.1.5. Recette	22
5.1.6. Nettoyage des véhicules en sortie de chantier	22
5.2. Equipements de base des personnes.....	23
5.3. Risques de chute de hauteur	23
5.3.1. Echafaudage de pied, échafaudage en encorbellement	23
5.3.2. Echafaudage roulant.....	24
5.3.3. Plateforme élévatrice mobile de personnel	24
5.3.4. Travaux en hauteur.....	24
5.4. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement.....	25
5.5. Travaux exposant les travailleurs à un risque d'incendie	26
5.6. Travaux de construction nécessitant le recours à des banches.....	26
5.7. Travaux exposant à un risque chimique	27
5.8. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.....	27
5.9. Travaux comportant le recours à des grues mobiles ou grues à tour	28
5.9.1. Dispositions communes	28
5.9.2. Les appareils de levage.....	28

5.9.3.	Travaux nécessitant le recours à une grue à tour	29
5.9.4.	Travaux nécessitant le recours à plusieurs grues à tour.....	31
5.9.5.	Travaux nécessitant le recours à une grue mobile.....	31
6.	<i>Renseignements pratiques, propres au lieu de l'opération, concernant les secours et l'évacuation des travailleurs</i>	32
7.	<i>Affichage règlementaire, signalisation obligatoire et informations transmises aux travailleurs</i>	33
7.1.	<i>Affichage règlementaire</i>	33
7.2.	<i>Signalisation obligatoire</i>	33
7.3.	<i>Panneau de chantier</i>	33
8.	<i>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants</i> ----	34
8.1.	<i>Obligations des entrepreneurs</i>	34
8.1.1.	<i>Généralités</i>	34
8.1.2.	<i>Sous-traitants – Prestataires de services – travailleurs indépendants</i>	34
8.1.3.	<i>Elaboration du planning de réalisation des travaux</i>	35
8.1.4.	<i>Inspection commune et PPSPS</i>	36
8.1.5	<i>CISSCT</i>	37
8.1.6	<i>Coordination en phase chantier</i>	37
8.1.6.1	<i>Conception et réalisation de l'installation de chantier : zones dédiées et circulations</i> ----	37
8.1.6.2	<i>Installation de base vie</i>	37
8.1.6.3	<i>Réduction des risques liés à la démolition des têtes de buton</i>	38
8.1.6.4	<i>Opérations de démolition</i>	38
8.1.6.5	<i>Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges</i>	39
8.1.6.6	<i>Moyens de protections collectives contre les chutes de hauteur</i>	39
8.1.6.7	<i>Dimensions des trémies</i>	40
8.1.6.8	<i>Travaux en position surélevée</i>	41
8.1.6.9	<i>Travaux superposés</i>	41
8.1.6.10	<i>Réduction des nuisances physiques</i>	41
8.1.6.11	<i>Exigence fondamentale en matière de CSPS à prendre en compte :</i>	41
8.1.7	<i>Coordination pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage</i>	46
8.1.7.1	<i>Terrasses et lanterneaux</i>	46
8.1.7.2	<i>Toitures inclinées</i>	46
8.1.7.3	<i>Conception des ascenseurs et gaines d'ascenseurs</i>	46

8.1.7.4	Nettoyage et entretien de l'enveloppe des ouvrages	46
8.2	Transmission des documents	47
9	Annexes	47
9.1	Principales références réglementaires applicables	47
9.2	PV de réception d'un échafaudage et règles de mise à disposition	48
9.3	Documents de références à prendre en compte (liste non exhaustives)	53
9.3.5	Liens internet	53
9.3.6	Documents INRS	53
9.3.7	Recommandations CNAMTS	55
9.3.8	Recommandations CRAMIF	55
9.3.9	CARSAT	55
9.3.10	CRAMIF	56
9.3.11	ANNEXE	57
9.3.11.1	Recommandation R408 Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied	57
9.3.11.2	Signalisation routière	58
9.3.11.3	Recommandation R477 – Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages)	59
9.3.11.4	Tableau des manutentions et approvisionnements des matériaux et ou matériels	60
		60
9.3.11.5	Echéancier prévisionnel des demandes d'agrément de sous-traitant	61
		61
9.3.11.6	Procédure visite d'inspection commune (VIC) - CES	62
9.3.11.7	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 1^{ER} RANG	63
9.3.11.8	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 2^{ème} RANG	64
9.3.11.9	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Titulaire	65
9.3.11.10	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Concessionnaire	66
9.3.11.11	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Urgence	67
9.3.11.12	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Travaux entreprise extérieures à risques exportées	68
9.3.11.13	Procédure visite d'inspection commune (VIC) –Travaux prestataire de service à risques exportées	69

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 6 sur 74 Dossier 278
--	--	--

9.3.11.14	Les 12 commandements de l'élingueur	-----70
9.3.11.15	Matériel de séchage individuel qui ne nécessite pas d'installation de ventilation	-----71
9.3.11.16	Travailleurs intérimaires	-----72
9.3.11.17	Attestation lutte contre le travail illégal	-----73

Socle commun de prévention // Fondamentaux à intégrer dans les marchés et à mettre en œuvre sur les chantiers

Prévention des chutes de hauteur		Prévention des risques liés aux manutentions	
Objectifs de prévention	Contenus de prévention	Objectifs de prévention	Contenus de prévention
<p>Objectifs de prévention</p> <p>Éviter les blessures et décès dus à une chute de hauteur.</p> <p>Éviter les blessures et décès dus à une chute de hauteur.</p> <p>Éviter les blessures et décès dus à une chute de hauteur.</p>	<p>Contenus de prévention</p> <p>Respecter les règles de sécurité relatives aux travaux en hauteur.</p> <p>Respecter les règles de sécurité relatives aux travaux en hauteur.</p> <p>Respecter les règles de sécurité relatives aux travaux en hauteur.</p>	<p>Objectifs de prévention</p> <p>Éviter les blessures et décès dus à une manutention.</p> <p>Éviter les blessures et décès dus à une manutention.</p> <p>Éviter les blessures et décès dus à une manutention.</p>	<p>Contenus de prévention</p> <p>Respecter les règles de sécurité relatives aux manutentions.</p> <p>Respecter les règles de sécurité relatives aux manutentions.</p> <p>Respecter les règles de sécurité relatives aux manutentions.</p>

Santé et sécurité sur les chantiers

Ce document est la propriété de Coordination Management.
Il ne peut être modifié que par et à la demande du coordonnateur SPS chargé de la mission au sein de notre société.

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 8 sur 74 Dossier 278
--	--	--

1. Préambule

Sont concernées par le présent document toutes les personnes sans exception qui sont amenées à intervenir sur le chantier. Toute entreprise co-traitante ou sous-traitante devra, en conséquence, être informée par l'entreprise titulaire, que le chantier fait l'objet d'un PGC.

En cours de réalisation, le PGC sera complété et adapté par le Coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant, les PPSPS ou les Plans de Prévention lorsque ceux-ci sont requis.

La mise en œuvre de matériels ou de procédures visant au respect des normes et codes en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et au respect du P.G.C. et son actualisation ne pourront faire l'objet d'une demande de délai d'exécution supplémentaire ou de demande de plus-value de la part de la ou des entreprises concernées.

Les dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé devront être prises en compte par les entreprises dans l'établissement de leur offre (installations de chantier, protections collectives, nettoyages...).

D'une manière générale les entreprises devront privilégier les moyens collectifs de préventions des risques. Ne sont analysés ci-dessous que les risques inhérents à certains travaux.

L'analyse des risques concerne uniquement ceux qui sont liés aux co-activités et interférences simultanées ou successives. Les moyens de prévention seront mis en œuvre, au plus tard, dès l'apparition du risque et seront maintenus jusqu'à la disparition du risque. Chaque entreprise doit veiller au respect de la continuité des protections collectives, dans l'espace et dans le temps.

En aucun cas, l'intervention du CSPS ne modifie la responsabilité des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur personnel

En conséquence chaque employeur doit assurer la sécurité, les conditions de travail et l'hygiène pour son personnel

Ne mettez pas en danger le personnel qui travaille sur votre chantier

2. Autorité et mission du coordonnateur SPS

2.1. **Autorité du coordonnateur SPS :**

Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Tous les intervenants devront se soumettre à l'autorité du coordonnateur lorsqu'il signalera des manquements aux mesures d'hygiène et de sécurité.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités et des obligations incombant aux entrepreneurs. Chaque entrepreneur doit s'assurer du respect des dispositions de sécurité propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, ainsi qu'aux personnes dont la présence est justifiée sur les lieux de travail (fournisseurs, livreurs, conseils, ...)

Toute personne ayant autorité sur le chantier, même en l'absence d'accident, peut voir sa responsabilité mise en cause par l'inspecteur du travail, en cas de violation, manifestation délibérée, d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la Loi ou par le Règlement (délict de mise en danger des personnes).

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 9 sur 74 Dossier 278
--	--	--

2.2. **Missions et moyens du coordonnateur SPS :**

Le coordonnateur a libre accès au chantier et au bureau de chantier.

Le coordonnateur SPS informe par écrit et sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toutes violations des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé. Il fait mention de ces violations dans le registre journal dont une copie est disponible sur le chantier. Cette information est confirmée par écrits aux intervenants.

En cas de risques graves et imminents, le coordonnateur prononcera l'arrêt immédiat de l'activité concernée. Il en avisera immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui confirmeront, par écrit, aux entreprises concernées, l'arrêt. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. La reprise des travaux sera liée à l'acceptation des dispositions correctives proposées par l'entreprise. Elle sera décidée par le maître d'œuvre, après avis du coordonnateur SPS, et consignées dans le registre journal.

3. Description du projet

3.1. **Présentation :**

Le projet est constitué d'un bâtiment en R+7, avec un sous-sol technique partiel.

Les travaux comprennent la création de 7 logements sociaux, du R+1 au R+7.

Il est également prévu la création d'un commerce au Rez-de-chaussée.

La présente opération concerne les travaux pour la construction de 7 logements sociaux situés au 8, boulevard Barbès 75018 Paris.

Le présent Dossier de Consultation des Entreprises est un marché dévolu en ENTREPRISE GENERALE

L'opération de construction de l'immeuble s'inscrit dans une démarche environnementale visant :

- la réglementation thermique 2012,
- le plan climat de la ville de Paris.
- la certification NF Habitat label BEPOS Effinergie



3.2. **Durée des travaux et effectif :**

Date de début des travaux	Délai d'exécution	Effectif prévisionnel
A DEFINIR	20 MOIS	13 lots

3.3. **Organismes de prévention :**

Inspection du Travail	CRAM	OPPBTP
210 Quai de Jemmapes 75468 PARIS Cedex 10	17 19, avenue de Flandre 75019 PARIS	1, rue Heyrault 92660 Boulogne-Billancourt Cedex

3.4. **Organismes de secours :**

SAMU ou POMPIER : 15, 18 ou 112

3.5. **Gestionnaires des réseaux :**

Les coordonnées ci-dessous sont celles des concessionnaires auxquels les entreprises doivent adresser les DICT

Réseau d'eau potable	A LA CHARGE DU LOT TITULAIRE 1	Distributeur d'électricité	A LA CHARGE DU LOT TITULAIRE 1
Réseau d'eaux usées	A LA CHARGE DU LOT TITULAIRE 1	Distributeur de gaz	A LA CHARGE DU LOT TITULAIRE 1
Réseaux téléphonique	A LA CHARGE DU LOT TITULAIRE 1	Autres	A LA CHARGE DU LOT TITULAIRE 1


Chaque entreprise adresse une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) à chaque exploitant ayant précédemment fait apparaître des ouvrages sur ou à proximité de la localisation du chantier prévu (CERFA n°13619*01). L'exploitant doit accuser réception de la DICT au moins 10 jours ouvrés avant la date de début des travaux.

3.6. **Suggestions dues à l'exploitation sur le site et à l'environnement :**

Accès	Voir DCE
Aériens	Pas de servitude aéronautique connue
Réseaux	Les entreprises devront fournir au coordonnateur les réponses des concessionnaires à la DICT. Les démarches auprès de tous les concessionnaires devront être entreprises dès le début de la période de préparation pour assurer le raccordement du chantier aux réseaux.
Servitudes liées au site	Les travaux se dérouleront sur diverses parcelles (voir DCE)
Interférence de chantiers	Pas d'interférence signalée à la date de rédaction du P.G.C. A vérifier au démarrage du chantier.
Présence de matériaux contenant de l'amiante	<ul style="list-style-type: none"> NON CONNU En cas de doute sur des matériaux qui apparaîtraient lors des démolitions, le maître d'ouvrage charge l'entreprise de faire réaliser les diagnostics nécessaires pour s'assurer de la nature des matériaux douteux.
Présence de matériaux Contenant du plomb	<ul style="list-style-type: none"> NON CONNU En cas de doute, les entreprises pourront effectuer à leur frais des contrôles dans le cadre du décret n°88-120 du 01/02/1988 : protection des travailleurs exposés, responsabilités de



COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 11 sur 74 Dossier 278
--	--	---

	l'employeur et information des salariés, valeurs limites et surveillance médicale (contrôle de l'exposition)
Présence de matériaux Contenant des termites	<ul style="list-style-type: none"> SANS OBJET
Sécurité des riverains	Nécessité de prendre en compte et d'assurer la sécurité des riverains, dans toutes les phases des travaux. Les PPSPS des entreprises devront préciser, dans le chapitre « mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant des contraintes propres au chantier ou à son environnement », les mesures prises pour assurer la sécurité des résidents par rapport aux travaux à exécuter.

3.7. **Liste des entreprises sous-traitantes :**

La dévolution est prévue en CORPS D'ETAT SEPARES

Les travaux de l'opération sont détaillés de la façon suivante :

LOT 01 GROS OEUVRE – CORPS D'ETAT ARCHITECTURAUX

- 1.1 GROS OEUVRE – STRUCTURE
- 1.2 COUVERTURE – ETANCHEITE
- 1.3 TRAITEMENT DES FACADES
- 1.4 MENUISERIES EXTERIEURES – OCCULTATIONS
- 1.5 SERRURERIE – METALLERIE
- 1.6 MENUISERIES INTERIEURES
- 1.7 CLOISONS – DOUBLAGES – PLAFONDS SUSPENDUS
- 1.8 REVETEMENTS DE SOLS
- 1.9 PEINTURE

LOT 02 ELECTRICITE COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

LOT 03 CVC – PLOMBERIE

LOT 04 ASCENSEUR

3.8. **Organisation générale du chantier**

3.8.1. Principe général

Les installations de chantier devront être opérationnelles dès le 1^{er} jour des travaux et jusqu'à la réception du chantier. L'installation et l'entretien des installations seront à la charge d'une seule entreprise et la charge financière sera répartie suivant le tableau ci-après.

(Cf. Principe Compte prorata en annexe)

3.8.2. VRD Préalables

Les branchements aux fluides, la viabilisation de l'accès au chantier, la réalisation des plateformes d'installation des cantonnements, du stockage, etc. seront réalisées préalablement au début des travaux par l'entreprise en charge des travaux de VRD. Celle-ci devra, pour ces travaux, le respect des dispositions arrêtées dans le présent PGC.

3.8.3. Répartition des charges de chantier

Le tableau ci-dessous organise la gestion des installations nécessaires au bon déroulement du chantier. Le principe de base retenu est d'affecter la charge :

- à l'entreprise qui d'une part est la première à intervenir sur le chantier et qui a le volume des travaux le plus important
- à l'entreprise qui possède la compétence pour tout ce qui concerne les corps d'état technique.

Afin d'assurer la continuité de l'entretien et de la maintenance des installations il est prévu que des entreprises de second œuvre prennent le relais dans le respect strict du planning contractuel de l'opération. Le maître d'œuvre en indiquera la date précise dans son compte-rendu de chantier.

L'établissement d'un compte-prorata, son fonctionnement et sa gestion seront conforme à la norme NF P 03 001. Cependant la convention pour l'établissement, la gestion, et le règlement du compte-prorata de l'Office Général du BTP de septembre 1986 se substitue à l'article 11 et aux annexes A et B du CCAG.

	Qui fait	Qui remplace	Qui utilise	Qui paie
Cantonnement	LOT 1		TCE	TCE
Installation				
Entretien				
Clôture de chantier	LOT 1		TCE	TCE
Installation				
Entretien				
Déplacement/modification				
Viabilisation des abords du chantier	LOT 1		TCE	TCE
information de chantier	LOT 1		TCE	TCE
Panneau de chantier				
Signalisation extérieure				
Signalisation intérieure				
Affichage réglementaire de chantier				
Ouverture et fermeture du chantier	LOT 1		TCE	TCE
Mise en commun de	LOT 1		TCE	TCE
Moyen mécanique de levage (grue, treuil, ...)				
Recette				
Goulotte d'évacuation des gravois				
Echafaudage				
Electricité de chantier	LOT 1		TCE	TCE
Installation				
Entretien				
Eclairage de chantier	LOT 1		TCE	TCE
Installation				
Entretien				
Eau	LOT 1		TCE	TCE
Installation				
Entretien				
Nettoyage	LOT 1		TCE	TCE
Du chantier				
Des circulations et abords du chantier				

Des Postes de travail Des véhicules en sortie de chantier				
Zone de stockage général	LOT 1		TCE	TCE
Gestion des déchets de chantier (mise à disposition de bennes et évacuation) Déchets ménagers Déchets dangereux Déchets contenant de l'amiante ↔ Autres déchets	LOT 1		TCE	TCE

3.9. **Installations à destination du personnel**

Seules les installations réglementaires à destination du personnel sont décrites ci-dessous. Les bureaux de chantier, salle de réunions et autres locaux de stockage sont décrits par le maître d'œuvre dans le CCTP.

Les installations de chantier seront positionnées au plus près de l'entrée du chantier ; le personnel de chantier ne doit pas à avoir à traverser le chantier ou une zone de stockage pour accéder aux installations communes.

Des détergents d'atelier et des savons seront mis à dispositions ; ils respecteront les normes T 73-101 et 102.

3.9.1. Calcul des quantités et équipements

Pour le calcul des surfaces et des quantités, l'entreprise prendra en compte l'effectif maximum attendu sur le chantier et sur une journée. L'effectif indiqué au 3.2 de ce document est indicatif, il sera précisé lors de la 1^{ère} réunion de préparation par chaque entreprise.

- Cabinets d'aisance : 1 urinoir et 1cabinet pour 20 hommes
- Lavabos : 1 lavabo pour 10 personnes
Ils seront alimentés en eau potable, chaude et froide
- Douche (si travaux salissants ; cf. 1.1.3) : 1 cabine pour 8 personnes
- Vestiaire : 1.25 m² par personne ;
Il sera équipé, a minima, de patères (les armoires vestiaires sont à privilégier) et de bancs
- Réfectoire : 1.50 m² par personne ;
Il sera équipé d'un four à micro-onde, d'un évier alimenté en eau chaude et froide, d'un réfrigérateur, de tables et sièges adaptés à l'effectif.

3.9.2. Principe d'installation d'une base vie

Les locaux doivent être convenablement aérés, éclairés et chauffés. Ils seront nettoyés quotidiennement. Il est strictement interdit d'y entreposer des matériaux, produits et matériels dangereux ou salissants.



3.9.3. Travaux insalubres et salissants

Les travaux en vide-sanitaire, dans les cuves ou canalisations d'eaux usées, de sablage, de projection, de nettoyage à haute pression, en ambiance très poussiéreuse (non exhaustif) seront considérés comme salissant

3.9.4. Cas particuliers

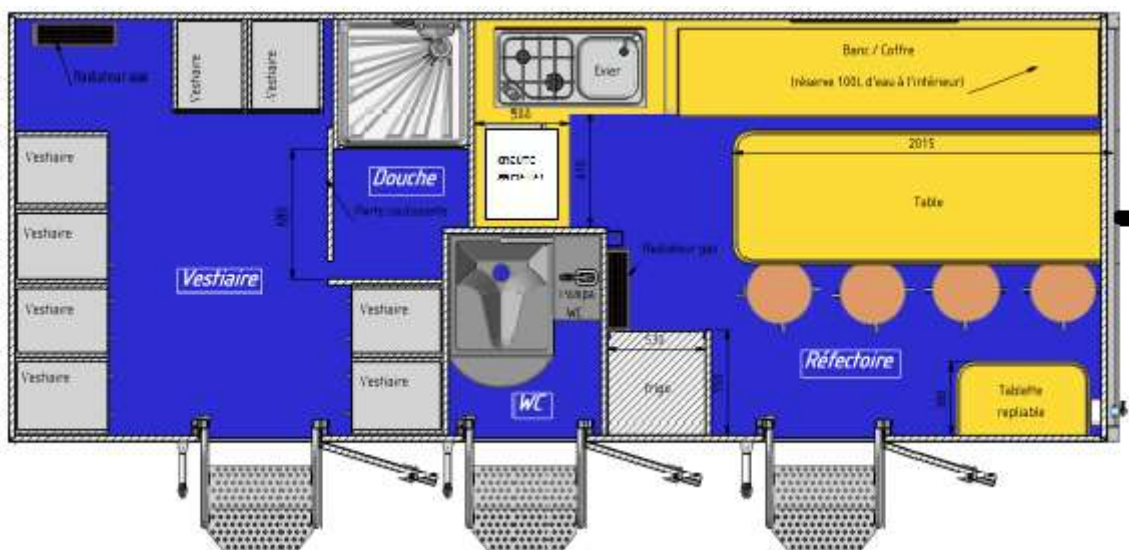
- Travaux de retrait ou d'encapsulation des matériaux contenant de l'amiante

Les installations sanitaires ainsi que les vestiaires dus par l'entreprise dans le cadre de ces travaux seront exclusivement à la charge de ladite entreprise. Les salariés de cette entreprise auront cependant accès au réfectoire de la base vie et pourront utiliser toutes les installations prévues.



- Travaux de VRD

L'entreprise en charge des travaux de VRD devra la mise à disposition de ses salariés des installations de chantier mobiles.



3.9.5. Mise à disposition d'eau potable.

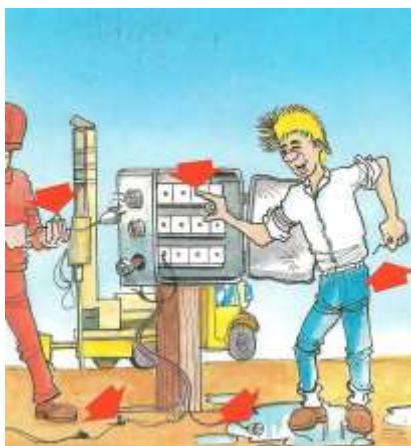
Chaque entreprise doit mettre 3L d'eau minimum par jour et par personne à la disposition de son personnel. Ce peut être l'eau du robinet lorsque celle-ci est potable, des bouteilles d'eau ou une fontaine d'eau. Dans tous les cas, elle pourra être rafraîchie lors de fortes chaleurs.

3.10. **Fluides**

Le chantier et les installations de chantier seront alimentés en eau potable et en électricité, éclairés et raccordés au réseau d'eau usée.

3.10.1. Electricité

Les installations électriques des cantonnements comme du chantier seront conformes à la réglementation en vigueur.



Des armoires de chantiers seront installées suivant le plan d'installation du chantier. Les principes à respecter sont, a minima, une armoire de chantier :

- Avec un nombre suffisant de prises électriques
- par niveau permettant d'approvisionner les postes de travail dans un rayon de 20m,
- intérieur et extérieur
- spécifique à certains équipements ou travaux (grue à tour, désamiantage, ...)



Les armoires électriques de chantier seront posées (ex 1 et 3) au sol ou accrocher au mur (ex 2).

Les câbles d'alimentation longeront les murs et n'entraveront pas les voies de circulation.



L'éclairage des abords, des circulations extérieures et intérieures (horizontales et verticales), des zones de stockage est obligatoire.

Il pourra être utilement équipé de prises électriques pour le branchement du matériel électroportatif du poste de travail.

Particulièrement, il ne sera pas admis d'utiliser du matériel dans d'autres utilisations que celles décrites par le fabricant.

3.10.2. Eau

Les installations d'eau seront prévues hors gel. Seront notamment équipés d'un point d'eau :

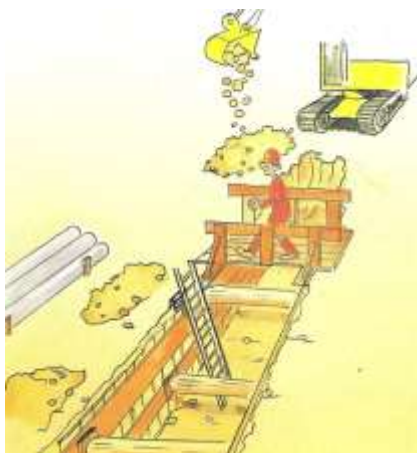
- la sortie du chantier pour la mise en œuvre d'une aire de lavage des roues des véhicules
- Le lave-botte à l'entrée des installations de chantiers
- La zone de préparation des bétons, mortiers, enduits et autre
- La zone de lavage du matériel de chantier
- Etc.

Un approvisionnement en eau sera également prévu pour les travaux de désamiantage.

3.10.3. Eaux usées

Toutes les eaux de chantier, étant chargée en laitance, seront décantée avant d'être déversées dans le réseau d'eaux usées de la commune.

3.11. **Voies et zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales**



Les voies et zones de circulation piétons et véhicules sur le chantier seront distinctes. Elles devront être en permanence dégagées de tout obstacle ; elles serviront, le cas échéant, pour l'évacuation des personnels.
Les déplacements piétons horizontaux seront sécurisés :

1. Contre les risques de chute de hauteur par la mise en œuvre :
 - de garde-corps au droit des dénivelés de 40 cm et plus et notamment autour des trémies
 - de passerelles équipées de garde-corps pour le franchissement de tranchées
 - de protection des trémies.
2. Contre les chutes de plain-pied en veillant :
 - A éliminer tous obstacles ou encombrements (matériaux, matériels, câbles et autre tuyaux)
 - A niveler le terrain de façon, notamment à l'entrée des bâtiments.



Pour les déplacements verticaux, la règle générale sera de recourir aux équipements définitifs au plus tôt. En leur absence, des échelles seront mises en place. Elles seront :

- Equipées de patins anti-dérapiage
- Suffisamment longues pour dépasser de 1m en haut
- Solidement attachée
- Positionnées de façon à garantir un accès aisé en partie basse comme haute (rappel : le cas échéant, elles serviront d'accès de secours)
- En bon état

3.12. **Conditions de manutention des différents matériaux et matériels – limitation du recours aux manutentions manuelles**



Le recours aux manutentions manuelles doit rester une exception.
Tous les matériaux et matériels de plus de 10 kg devront être manutentionnés à l'aide de moyens mécaniques.
A cet effet, des moyens mécaniques de manutention sont mis en commun afin d'approvisionner chaque niveau du chantier.
Il appartiendra à chaque entreprise de mettre à la disposition de son personnel, le matériel de manutention adapté pour les approvisionnements horizontaux.

A toute fin utile :

Je vous rappelle que l'employeur doit prendre « les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens appropriés, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs » (article R.4541-3 du Code du Travail)

« Lorsque la nécessité d'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, notamment en raison de la configuration des lieux où cette manutention est réalisée, l'employeur prend les mesures d'organisation appropriées ou met à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération » (Article R.4541-4 du Code du travail).

3.13. **Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux**

Le principe de stockage des différents matériaux sur ce chantier devra être validé par le coordonnateur SPS.

3.13.1. Stockage en intérieur

Les matériaux de second œuvre pourront être stockés à l'intérieur des locaux, dans la limite des charges admissibles.
Des zones de stockage physiquement repérées seront aménagées au plus près des travaux. Elles seront organisées de façon à :

- Ne pas gêner l'intervention des autres corps d'état
- Maintenir la libre circulation des travailleurs
- Permettre l'utilisation des équipements de travail réglementaires (tels que échafaudage roulant)
- Ne pas nécessiter de manipulation intermédiaire avant leur mise en œuvre.

Dans tous les cas, l'entreposage des matériaux devra précéder au plus juste leur mise en œuvre telle que prévue au planning contractuelle. Les quantités stockées devront correspondre aux quantités à mettre en œuvre sur la zone de stockage (plateau, ½ plateaux, ...).

3.13.2. Stockage en toiture terrasse

Les matériaux et équipements stockés en toiture terrasse ne devront offrir aucun risque de prise au vent. Ils seront organisés de façon à :

- Ne pas gêner l'intervention ou la libre circulation des travailleurs
- Permettre l'utilisation des équipements de travail réglementaires (garde-corps provisoires, ligne de vie, ...)
- Ne pas nécessiter de manipulation intermédiaire avant leur mise en œuvre.

3.14. **Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres**

Les entreprises de ce chantier devront faire le tri, sur site, de leurs déchets de chantier. La rotation des bennes devra permettre à tous moments le stockage des déchets. L'entreprise en charge (cf.2.1.2) de cette gestion devra remettre au CSPS une copie du contrat liant l'entreprise à une plateforme de traitement des déchets.

Les déchets de chantier issus des postes de travail en étage devront être évacués à l'aide des goulottes d'évacuation et des moyens mécaniques de manutention en place.



Une benne permettant de collecter les déchets inertes sera mise à disposition sur le chantier.

Les déchets non dangereux non inertes seront collectés dans plusieurs bennes :

- Métaux
- Bois
- Emballages, papiers, cartons, polystyrène, isolants
- Autres

L'élimination des déchets dangereux reste de la responsabilité unique de chaque entreprise. En conséquence, aucun de ces déchets ne devra se retrouver dans les bennes mises à disposition.

Les déchets spécifiques seront éliminés dans le respect des dispositions arrêtées par la commune.

Les entreprises produisant des déchets dangereux en assureront l'évacuation vers les installations de traitement ou de stockage réglementaires.

Elles devront remettre au coordonnateur SPS une copie du bordereau de suivi de ces déchets dûment rempli des cadres 1 à 19 (20-21, le cas échéant).

<p>COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53</p>	<p>Plan Général de coordination SPS Niveau 2</p>	<p>31/01/2018 Page 19 sur 74 Dossier 278</p>
---	--	--

3.15. **Utilisation des protections collectives**

3.15.1. Protections collectives

Le code du travail rend obligatoire la mise en œuvre des protections collectives. Sur ce principe :

- Les protections collectives existantes seront maintenues le plus longtemps possibles
- Les protections collectives existantes seront déposées et remplacées, à l'avancement, par des protections collectives provisoires d'efficacité équivalente.
- Des protections collectives seront mises en œuvre, à l'avancement, et dès l'apparition du risque.
- Elles seront déposées à la disparition du risque.
- La mise en œuvre des protections collectives se fera en sécurité

Les entreprises proposeront au coordonnateur SPS les moyens qu'ils comptent mettre en œuvre pour assurer la sécurité collective des travailleurs. Pour cela, ils tiendront compte des dispositions décrites au point 10.2 (mise en commun des moyens)

3.15.2. Accès provisoires

Les accès provisoires au chantier et aux différents postes de travail seront sécurisés par :

- Le nivellement et la stabilisation du terrain de façon à faciliter le roulement des moyens de manutentions
- La mise en œuvre d'éventail au-dessus de l'accès afin de prévenir les risque de chute de matériaux et matériels
- Etc.

Ils seront repérés et entretenus quotidiennement.

3.16. **Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

Un planning de principe de réalisation des travaux est joint à ce dossier de consultation. Il a été établi de façon à organiser l'intervention des différentes entreprises de façon à garantir la sécurité de tous et la pérennité des réalisations.

Les entreprises devront organiser leurs interventions dans le respect de ce planning. Cependant, durant la période de préparation et compte-tenu des méthodes de travail retenues par les entreprises, le planning pourra être retravaillé ; il devra cependant respecter les Principes généraux de prévention. Ainsi, les travaux nécessitant l'emploi d'équipement de travail présentant des risques particuliers seront isolés du reste du chantier.

Sont concernés les travaux :

- Sur des matériaux contenant de l'amiante (Cf. du PGC)
- De mise en œuvre et de ponçage de matériaux présentant des risques particuliers (ex : sol plastic coulé)
- De démolition

Les travaux superposés sont strictement interdits. S'ils sont liés à un retard d'une entreprise, il appartiendra à cette dernier de s'organiser de façon à ne pas pénaliser l'avancement des autres entreprises ou la sécurité des travailleurs.

Pour les travaux de part et d'autres d'un plancher, une analyse de risque devra être réalisée de façon à déterminer les mesures de prévention à mettre en œuvre.

4. Sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

Le chantier est clos et indépendant. Aucune intervention, sans l'accord préalable du coordonnateur SPS, ne pourra intervenir sur des zones en dehors du chantier.

4.1. ***Intervention d'entreprises extérieures, de concessionnaires et etc.***

Des entreprises autres que celles participant à la réalisation des travaux, des concessionnaires ou des bureaux de contrôle pourront être amenées à intervenir en parallèle du chantier. Leur intervention motivée par le bon maintien en activité du reste de l'établissement seront prioritaires par rapport au chantier. Les entrepreneurs seront responsables de leur sécurité et des conditions de leur intervention.

Entreprises	Objets et lieu de l'intervention	Périodicité	Contact

4.2. ***Intervention sur la voie publique***

L'intervention de l'entreprise doit être programmée et organisée. Elle se fera en concertation avec les services techniques de la commune. L'entreprise devra toutes les sujétions concernant la signalisation provisoire, la circulation, le stationnement des véhicules ainsi que la circulation des piétons même pour une intervention ponctuelle. L'entreprise en charge des travaux reste, au regard de la réglementation, responsable de la sécurité des usagers.

4.3. ***Accès aux zones restées en activité***

Aucune intervention des entreprises ne pourra se faire sans information préalable du Moe et du CSPS. Elle sera programmée en concertation avec le chef d'établissement.

4.4. ***Maintien des accès et issues de secours du site***

Plan de prévention à réaliser avec le chef d'établissement

5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant - Mesures arrêtées par le maître d'œuvre



Chaque entreprise est responsable de la propreté de ses postes de travail. A cet effet, chaque entreprise assurera un nettoyage quotidien de ses postes de travail.

L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre devra pour la mise à disposition de ses ouvrages l'enlèvement de tout gravas et le nettoyage des zones mises à disposition des autres entreprises.

Les voies et zone de circulation devront rester libres de tout encombrement et ne seront entravées, même temporairement, par des flexibles et câbles divers.

En cas d'inobservation de ces dispositions, le Moe ou le CSPS pourront demander à l'entreprise en charge de l'organisation générale du chantier de palier à ce désordre aux frais des entreprises présentes sur le chantier

5.1. **Mise en commun des moyens**

5.1.1. Principe général

La réglementation impose l'organisation de la mise en commun des moyens. L'objectif est de limiter le nombre d'équipements techniques sur un même lieu.

La planification des travaux et le choix des équipements seront faits de façon à optimiser cette mise en commun. Ainsi, pour ce chantier, la mise en commun concernera :

- Les installations communes de chantier (cantonnements, distribution électriques, stockage, etc.)
- La mise en œuvre d'une protection collective unique pour l'ensemble des entreprises intervenantes en façade et/ou sur toiture.
- Utilisation de la grue à tour par les différents corps d'état et/ou la mise en œuvre de moyens mécaniques de manutention verticale
- La mise en œuvre de recette de matériaux
- Etc.

Les entreprises prendront utilement connaissance d'un document de la CARSAT Rhône Alpes « Mise en commun des moyens » (ref. SP 1110)

5.1.2. Echafaudage (Cf. PV de réception et de mise à disposition en annexe)

La mise en œuvre d'un échafaudage de pied en périphérie d'un bâtiment devra servir les travaux de :

- ravalement (accès aux postes de travail)
- toiture terrasse (protection collective provisoire)
- couverture
- serrurerie
- descentes d'eaux pluviales
- Menuiseries extérieures

<p>COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53</p>	<p>Plan Général de coordination SPS Niveau 2</p>	<p>31/01/2018 Page 22 sur 74 Dossier 278</p>
---	--	--

A cette fin, L'entreprise en charge de cette prestation devra le calpinage, la fourniture, le transport, les stockages provisoires, le montage, les adaptations éventuelles, la maintenance, la vérification, le démontage et le repli de l'échafaudage.

Un PV de réception et de mise à disposition sera complété, signé par tous les acteurs du chantier, diffusé et affiché.

5.1.3. Filet en sous-face contre les chutes de personne et de matériel

La mise en œuvre d'un filet en sous-face des toitures, charpente, couverture sera facilitée par l'intégration à l'ouvrage d'anneau pour l'accrochage d'un filet de réception en cas de chute de personne ou de matériel.

Le filet sera installé à l'aide d'une nacelle élévatrice de personne préalablement à l'intervention des entreprises.

Les entreprises devront malgré tout faire une analyse de risques pour les postes de travail concernés et compléter, si nécessaire cette protection collective

5.1.4. Moyens de manutention

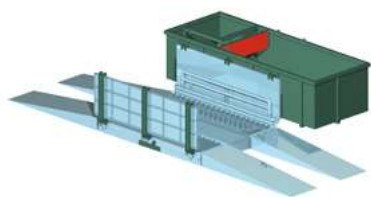
Les moyens mécaniques de manutention mis en œuvre par l'entreprise de gros œuvre devront servir toutes les entreprises susceptibles d'effectuer des approvisionnements avant démantèlement. L'ENTREPRISE TITULAIRE DU LOT 01 devra la mise à disposition d'un moyen mécanique de manutention pour l'approvisionnement, durant toute la période du chantier.

Chaque entreprise devra la mise à disposition de moyens mécaniques de manutention complémentaire le cas échéant, c'est le CSPS qui détermine la date d'enlèvement du moyen mécanique du levage. En l'absence d'une grue à tour, l'entreprise titulaire du lot principal devra la mise en œuvre d'un moyen mécanique de manutention tel qu'un monte-matériaux ou un treuil.

5.1.5. Recette

L'entreprise titulaire du lot principal mettra en place des recettes pour la réception des matériaux et matériels mais aussi leur évacuation à chaque niveau de chantier. Elles seront positionnées au plus près de la zone de stockage et d'élimination des matériaux.

5.1.6. Nettoyage des véhicules en sortie de chantier



Un moyen autonome de nettoyage des roues de tous les véhicules sortant du chantier sera mis en place et maintenu en bon état de fonctionnement durant toute la période chantier génératrice de boue.

5.2. **Equipements de base des personnes**



Toutes personnes accédant au chantier devra être, a minima, équipée d'un casque de chantier et de chaussures de sécurité.

De plus, les salariés de chaque entreprise devront avoir à disposition les équipements individuels de protection adaptés au risque qu'ils encourent. Chaque entrepreneur doit s'assurer et prendre les dispositions pour que son personnel utilise dans de bonnes conditions ces équipements (choix des équipements, information et formation du personnel, etc.)



L'utilisation de harnais des protections individuelles ou de tout autre équipement technique comme des masques avec assistance respiratoire sont soumis à la connaissance et à la compréhension des règles d'usage.

L'entrepreneur est responsable de la bonne utilisation des équipements individuels. Il lui appartient de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que son personnel utilise effectivement les équipements mis à disposition. Cependant, le coordonnateur SPS pourra interdire l'accès à un poste de travail ou arrêter un poste de travail en cas de danger (la notion de grave et imminent ne sera pas retenue)

5.3. **Risques de chute de hauteur**

L'entreprise prendra connaissance de la note technique CRAMIF n° 25.

5.3.1. Echafaudage de pied, échafaudage en encorbellement

L'entreprise en charge du montage de l'échafaudage devra :

- Faire part de ses besoins concernant la structure du terrain
- Recueillir les besoins des différents corps d'état concernés
- Proposer un plan de montage de l'échafaudage
- Monter l'échafaudage conformément au plan validé par la maîtrise de chantier
- Faire vérifier par un bureau de contrôle la conformité de l'échafaudage
- Vérifier, maintenir, modifier l'échafaudage suivant les besoins préalablement exprimés (avant la validation des plans)

5.3.2. Echafaudage roulant



Les échafaudages roulant présents sur le chantier seront conformes à la réglementation et en bon état d'usage.

Chaque travailleur devra connaître les consignes d'utilisation et notamment de :

L'obligation de

- Bloquer le déplacement de l'équipement en étant dessus.
- Mettre en œuvre les pieds de stabilisations lorsqu'ils existent
- Vérifier sa stabilité préalablement à son utilisation

L'interdiction de :

- Déplacer l'équipement en étant dessus
- D'utiliser un équipement appartenant à une autre entreprise sans convention de mise en commun.

5.3.3. Plateforme élévatrice mobile de personnel

L'utilisation de cet équipement est soumise à l'autorisation de l'employeur. Cette autorisation est réglementaire. Pour mémoire, elle doit être délivrée par l'employeur sur la base :

- D'une aptitude médicale
- De l'obtention d'un CACES
- De la connaissance des lieux d'intervention propre à ce chantier.

L'entreprise adressera au coordonnateur SPS une copie de l'autorisation de conduite nominative avant le début de l'intervention. Le cas échéant, le coordonnateur SPS consignera l'équipement jusqu'à réception de l'autorisation de conduite.

Il n'appartient pas au coordonnateur SPS de vérifier le bien-fondé de cette autorisation ; en conséquence l'entreprise portera seule la responsabilité en cas d'accident.

5.3.4. Travaux en hauteur



L'échelle ne peut être considérée comme un poste de travail même ponctuel.

Les escabeaux ne peuvent être considérés comme des postes de travail même ponctuels.

En conséquence, la présence de ce matériel sur le chantier ne peut être justifiée que par un besoin d'accès à un autre niveau. Le coordonnateur SPS se réserve donc le droit de consigner ce type de matériel



Les travaux en hauteurs devront être réalisés à partir d'échafaudage roulant, de plate-forme individuelle de travail (gazelle) ou, au mieux, à partir d'un platelage permettant un accès à hauteur d'homme pour tous les postes de travail.

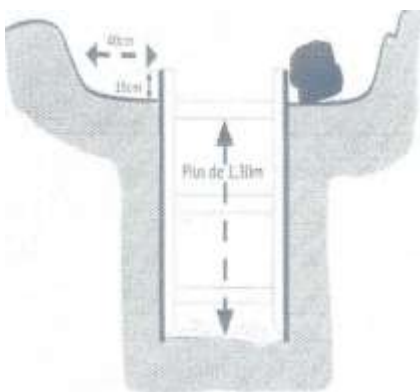
Tous les équipements utilisés seront conformes à la réglementation et garantiront la sécurité des travailleurs

5.4. **Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement**



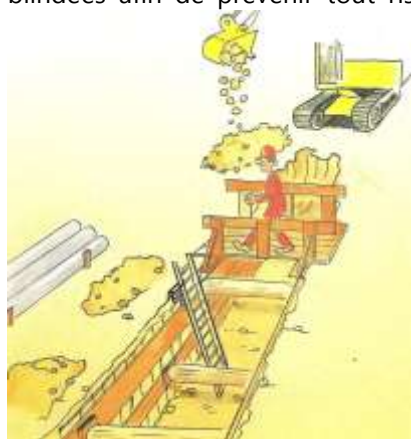
Lors des travaux de terrassement, l'entreprise en charge de ces travaux devra un balisage de toutes les excavations. Ce balisage sera vérifié quotidiennement et entretenu jusqu'à la disparition du risque.

Les piquets seront équipés de façon à ne présenter aucun risque d'empalement.



d'éboulement (Cf. Recommandation INRS R255). Lorsqu'elles auront plus de 1.30 m de profondeur et une largeur $\geq 2/3$ de la profondeur l'entreprise devra respecter le schéma ci-contre.

Les tranchées suivant leurs dimensions seront talutées ou blindées afin de prévenir tout risque



Des passerelles équipées de garde-corps permettront leur franchissement en sécurité.

Des échelles assureront l'accès au fond de fouilles et surtout l'évacuation en cas de danger. Elles seront solidement attachées en têtes et dépasseront de 1m.

De plus des puisards et des pompes de relevage seront mis en œuvre afin d'assécher les fonds de fouilles

5.5. **Travaux exposant les travailleurs à un risque d'incendie**



Pour ces travaux, les entreprises respecteront les dispositions prévues dans la recommandation INRS ED 6030.

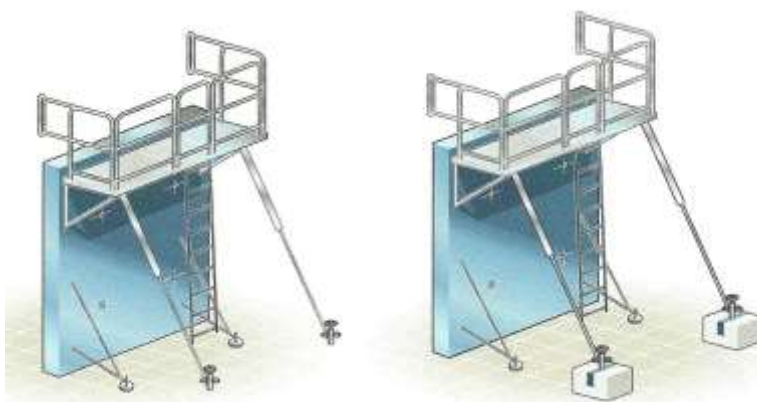
Les travaux susceptibles d'engendrer un risque incendie (à la flamme, produisant des particules incandescentes, utilisation de matériaux inflammables, etc.) entraîneront :

- L'obligation de dégager la zone d'intervention de matériaux combustibles
- La présence d'un extincteur à proximité
- L'arrêt de l'intervention 2h avant la fermeture du chantier
- Une surveillance des zones d'intervention à la recherche des feux couvants.

5.6. **Travaux de construction nécessitant le recours à des banches**

Le matériel sera équipé de systèmes de stabilisation conformes aux normes et réglementation en vigueur. A cet effet l'entreprise tiendra à la disposition du CSPS une attestation de conformité à l'usage délivrée par le fournisseur (loueur ou fabricant).

L'entreprise approvisionnera la quantité de lests suffisante pour assurer la sécurité sur le site.



Pour la surveillance des conditions météo, l'entreprise

- prendra un abonnement à Météo France
- installera un anémomètre sur la grue à tour ou à défaut sur

Dans son PPSPS, l'entrepreneur décrira les mesures organisationnelles à respecter notamment pour ce qui concerne :

- Les lieux du stockage
- La stabilité du sol
- La circulation aux abords
- Les procédures conservatoires notamment en cas de vent < 85km/h

5.7. **Travaux exposant à un risque chimique**

Pour tous les travaux nécessitant habituellement le recours à des substances toxiques et dangereuses, les entreprises devront préférer les matériaux et les méthodes de travail propres et respectant la santé et l'intégrité des travailleurs. En cas d'impossibilité technique (analyse de risque dans le PPSPS) :

- Le planning des travaux devra être adapté pour que seuls les travailleurs affectés à ces tâches soient confrontés au risque
- Les entreprises concernées mettront à la disposition de ses travailleurs les équipements nécessaires à leur sécurité (cf. 7.2)

5.8. **Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées**



Pour les travaux réalisés sur des installations électriques, le personnel devra justifier d'une

habilitation électrique en cours de validité. Cette habilitation engage la responsabilité de l'employeur. Une copie sera annexée au PPSPS.

Les zones de travail devront être physiquement identifiées et protégées. Seul le personnel habilité pourra intervenir à proximité ou sur des installations électriques sous-tension.

La consignation de réseaux électriques devra être identifiable ; notamment, le nom du travailleur ayant réalisé la consignation devra apparaître sur l'armoire électrique concernée. Seul le responsable de la consignation peut lever la consignation.

Pour les problèmes liés aux installations électriques de chantier, seul un électricien (capable d'identifier l'origine d'une panne) pourra intervenir sur les armoires de chantier.



Chaque entrepreneur doit vérifier la présence de réseaux électriques sur ou à proximité de ses zones d'intervention. Le cas échéant, il se rapprochera d'un électricien pour vérifier la présence d'électricité.

Dans l'affirmative, l'électricien informera le CSPS et le Moe de la présence de câbles électriques alimentés.

Il interdira la poursuite de l'intervention et sécurisera la zone afin d'éviter tout risque d'électrisation.

Il prendra contact avec le gestionnaire du réseau.

Le coordonnateur SPS et le Moe, après concertation, arrêteront les dispositions à prendre pour la poursuite des travaux.

5.9. **Travaux comportant le recours à des grues mobiles ou grues à tour**

5.9.1. Dispositions communes

Le personnel assurant la conduite de ces équipements devra obligatoirement être :

- Titulaire du CACES correspondant
- Apte médicalement
- Informer des consignes générales de sécurité sur le chantier et de son organisation générale

Il devra pouvoir présenter, à quiconque le lui demandant, son autorisation de conduite (conforme à la réglementation) de l'engin dans le cadre de ce projet.

Le personnel de guidage des manœuvres devra pouvoir présenter une attestation de formation à ce poste à quiconque le lui demandera.

5.9.2. Les appareils de levage



Les appareils de levage devront être en bon état, une vérification (hebdomadaire, a minima) devra être faite et formalisée dans le registre de sécurité du chantier.

Il est formellement interdit de réutiliser les équipements à usage unique, y compris pour le levage de charge moindre.

Tout équipement de levage endommagé ou à usage unique devra être détruit et jeté.

Le personnel assurant accrochage des charges et le guidage devra avoir suivi une formation ; une copie de l'attestation de formation sera adressée au coordonnateur SPS.

Seul ce personnel sera autorisé à élinguer et guider les charges.

5.9.3. Travaux nécessitant le recours à une grue à tour



Outre les dispositifs règlementaires, la grue sera équipée d'un mécanisme électronique d'interdiction de survol en charge de certaines zones.

Les cantonnements, les espaces publics, les bâtiments et locaux restant en activité (même partielle) ne pourront être survolés par la moindre charge.

En cas de nécessité, l'entreprise formulera une demande au coordonnateur SPS. Ce ne sera qu'avec l'accord et dans le respect des dispositions arrêtées par le CSPS que l'entreprise pourra momentanément mettre hors service ce système.

Grues à tour : une nouvelle recommandation pour l'amélioration des conditions de travail

- Chantier

La CNAMTS a publié le 25 octobre dernier une nouvelle recommandation sur les conditions de travail des grutiers à tour et formulé un certain nombre de règles permettant aux salariés d'intervenir dans les meilleures conditions de sécurité et de protection de la santé à leur poste de travail. La **R.495 annule et remplace la recommandation R.459** adoptée le 11 octobre 2011.



Adoptée par le Comité technique national des industries du bâtiment et des travaux publics (CTN B), la **R.495** concerne l'ensemble des grues à tour, y compris le matériel de location. Cette **nouvelle recommandation** aborde plusieurs points dont l'**accès à la cabine**, objet d'une attention particulière en raison des chutes de l'opérateur lors du cheminement dans la mâture et des contraintes physiologiques et des TMS engendrés par les efforts physiques fournis lors des phases d'accès (montée et descente). Cette recommandation préconise donc que les plates-formes de repos soient présentes au moins tous les 6 mètres, sauf pour la première volée où celle-ci pourra être de 10 mètres.

1er janvier 2017 : accès motorisé en cabine obligatoire

Un accès motorisé sera impératif à partir 1er Janvier 2017, lorsque la cabine de conduite de la grue nécessite plus de 50 mètres d'ascension, et au 1er janvier 2019, lorsque la cabine de conduite de la grue nécessite plus de 30 mètres d'ascension. *"Cette période transitoire vise à permettre le développement de solutions sûres"*, précise la CNAMTS. Avant cette date, l'accès motorisé est impératif à partir de 60 mètres. La CNAMTS propose une solution palliative à la mise en œuvre d'un accès motorisé qui consisterait à créer un accès au fût à une hauteur intermédiaire, limitant la hauteur à gravir dans le fût à une hauteur inférieure à 30 mètres.

Bruit et variations thermiques davantage pris en compte

La CNAMTS souhaite également une meilleure **prise en compte de l'ambiance au travail** et préconise à l'employeur de prendre toutes les mesures pour permettre au grutier de travailler vitres fermées et maintenir une température inférieure à 25° C en période chaude et supérieure à 20° C en période froide. Selon la CNAMTS, la *"mise en place d'une climatisation adaptée associée au chauffage de la cabine peut permettre l'atteinte de ces objectifs"*

5.9.4. Travaux nécessitant le recours à plusieurs grues à tour



Dans le cas de la présence de plusieurs grues sur un même site (plusieurs chantiers ou un seul chantier), un protocole d'accord sera établi entre les différents grutiers. Dans le respect des plannings travaux, il organisera l'utilisation des différentes grues afin de ne pas créer d'interférences dangereuses. Le recours à des systèmes électroniques d'interdiction de survol en charge pourra être judicieusement proposé.

Ce protocole sera présenté et expliqué en réunion de chantier.

5.9.5. Travaux nécessitant le recours à une grue mobile



Le recours à une grue mobile est considéré, au regard du code du travail, comme l'intervention d'un sous-traitant. En conséquence :

- Le coordonnateur SPS doit être sollicité pour faire une inspection commune préalablement à l'intervention
- Une analyse de risque spécifique aux tâches à exécutées doit être faite et annexée au PPSPS de l'entreprise utilisatrice

Le conducteur, outre un permis de conduire conforme au type de véhicule valide à la date de l'intervention, doit être en possession d'un CACES et d'un certificat d'aptitude médicale.

Le coordonnateur SPS sera fondé de demander à voir tous les documents attestant de la capacité à conduire et manœuvrer une grue mobile



Lors de l'inspection commune seront notamment abordés :

- Le positionnement de la grue en fonction des charges à déplacer
- L'environnement immédiat de la grue
- Les règles de circulation
- Les consignes à respecter vis-à-vis des travailleurs présents sur le chantier
- Etc.

6. Renseignements pratiques, propres au lieu de l'opération, concernant les secours et l'évacuation des travailleurs



Chaque entreprise devra s'assurer de la présence d'un secouriste du travail sur le chantier. Il appartient à chaque entreprise de donner les consignes à suivre en cas d'accident ou d'incident.

En l'absence ponctuelle d'un SST, il est rappelé qu'il est strictement interdit de manipuler un blessé sauf s'il s'agit de le soustraire à un risque plus grand.

Une trousse de secours équipée suivant les conseils du médecin du travail de chaque entreprise sera mise à la disposition des travailleurs. Il est interdit de transporter par les moyens propres de l'entreprise la victime d'un accident quelle que soit la gravité supposée ; les secours seront donc alertés.

Un travailleur ira à la rencontre des secours afin de les guider jusqu'au blessé.

Rappel : il est strictement interdit de manipuler ou déplacer un travailleur sauf lorsqu'il s'agit de le soustraire à un autre risque. Dans ce cas seul un SST est habilité à faire.

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 33 sur 74 Dossier 278
--	--	---

7. Affichage réglementaire, signalisation obligatoire et informations transmises aux travailleurs

7.1. **Affichage réglementaire**

Au niveau des installations à destination du personnel, l'entreprise en charge des installations prévoira un panneau à l'abri des intempéries et protégé de vandalisme permettant d'afficher au minimum 6 documents A4. Le coordonnateur SPS aura un double de la clé.

L'entreprise affichera :

- Les horaires normaux d'ouverture du chantier
- Les coordonnées postales et téléphoniques de
 - L'inspection du travail
 - La CRAMIF
 - Le coordonnateur SPS
- La liste à jour des SST présents sur le chantier
- La procédure à suivre en cas d'accident
- Etc.

7.2. **Signalisation obligatoire**

L'entreprise en charge de l'organisation générale du chantier devra toute la signalisation liée à l'information :

- des riverains et usagers de la route nécessaires pour garantir la sécurité de chacun et conformément aux dispositions arrêtées par les autorités municipales
- des travailleurs et les livreurs dans l'enceinte du chantier pour ce qui concerne les voies de déplacements, les zones de stockage et de stationnement, les accès aux postes de travail, etc.

7.3. **Panneau de chantier**

Le panneau de chantier doit être en place au premier jour des travaux. Il doit être lisible depuis la voie publique. Il reprendra, à minima, le contenu de la déclaration préalable, soit :

- Les coordonnées du :
 - maître d'ouvrage,
 - maître d'œuvre
 - coordonnateur SPS
 - des entreprises titulaires et sous-traitantes
- la durée du chantier
- le début des travaux
- l'effectif prévisible du chantier
- etc.

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 34 sur 74 Dossier 278
--	--	---

8. Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

8.1. *Obligations des entrepreneurs*

8.1.1. Généralités

En aucun cas l'intervention du CSPS ne modifie la responsabilité des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur personnel. En conséquence chaque employeur doit assurer la sécurité, les conditions de travail et l'hygiène pour son personnel et doit notamment privilégier le recours :

- Aux moyens de prévention collectifs. Les moyens de prévention seront mis en œuvre, au plus tard, dès l'apparition du risque et seront maintenus jusqu'à la disparition du risque. Il mettra à la disposition de son personnel, lorsqu'aucune autre solution n'est possible les équipements individuels de sécurité adaptés aux risques.
- Moyens mécaniques de manutentions verticaux comme horizontaux. L'approvisionnement manuel des postes de travail ne sera pas toléré pour des charges de plus de 25 kg et ne pouvant être manipulées en sécurité du fait de leur consistance ou encombrement.

Dans le cadre de cette opération chaque entrepreneur devra collaborer afin de parvenir au meilleur compromis en matière de sécurité. La mise en commun des moyens de prévention des risques sera privilégiée.

Les entrepreneurs concernés, sur la base des informations transmises dans le marché, adresseront une Déclaration d'Intention de commencement de Travaux à chaque exploitant ayant précédemment fait apparaître des ouvrages sur ou à proximité de la localisation du chantier prévu (cerfa 13619*01). L'exploitant doit accuser réception de la DICT au moins 10 jours ouvrés avant la date de commencement des travaux.

8.1.2. Sous-traitants – Prestataires de services – travailleurs indépendants

Au titre du code du travail, sont considérés comme sous-traitant :

- les loueurs (ex : échafaudages, grues, bennes, etc.)
- les prestataires de services (ex : entreprise chargées de l'entretien des cantonnements, société de surveillance, etc.)
- travailleurs indépendants

Ils doivent donc participer à l'inspection commune et rédiger un PPSPS.

PRESTATAIRE DE SERVICES = SOUS-TRAITANTS

La position des inspecteurs du travail sur cette notion de prestataire de service ne reflète qu'une interprétation commerciale à leurs yeux.

En réalité tout intervenant sur un chantier est une personne physique ou morale apportant des risques propres et exportés sur celui-ci.

A ce titre, une inspection commune avec le coordonnateur SPS est obligatoire dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS dans l'analyse de risques.

Par ailleurs, le coordonnateur SPS ne peut exécuter une inspection commune sans l'accord du Maître d'ouvrage, celui-ci devant connaître les entreprises intervenantes sur le chantier pour vérifier ne serait-ce que les éléments suivants :

- Existence d'une structure juridique (personne physique ou morale (code du travail))
- Régularité des charges sociales et fiscales (**Article D8222-5 (Code du Travail)**)
- Existence d'attestation de compétence et d'aptitude médicale spécifique (code du travail)
- Une régularité des salariés employés (contrôle d'accès)
- Assurance civile et décennale

Seul l'agrément administratif par le Coordonnateur permet la vérification.

Notre position de coordonnateur SPS est la suivante :

- Nous nous appuyons sur l'article 1710 du code civil au sens qu'une prestation de location est indubitablement un contrat d'entreprise. En effet, la prestation ne se limite pas à la fourniture ou à la location mais la prestation s'étend à une opération de montage et démontage qui est complexe et spécifique à chaque chantier. (grue à tour, grue mobile, montage bâtiment modulaire, installation électrique provisoire de chantier, montage échafaudage, monte matériaux, location engins de terrassement avec chauffeur...)
 - « la définition prévue à l'article 1^{er} de la loi sur la sous-traitance ne prévoit aucune autre condition. En conséquence, il semble raisonnable de déduire une lecture stricte de la loi sur la sous traitance »

8.1.3. Elaboration du planning de réalisation des travaux

Le planning de l'opération devra faire apparaître :

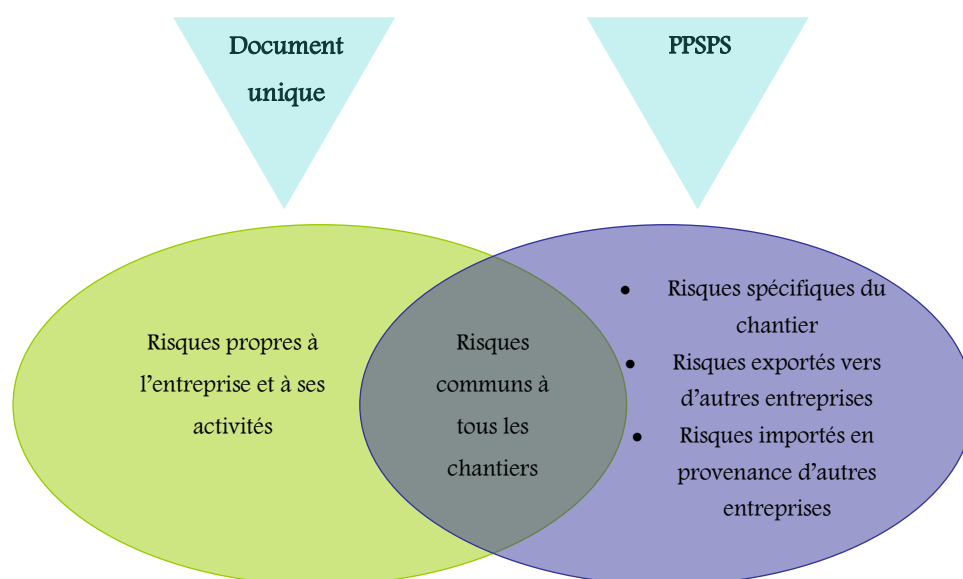
- La visite d'inspection commune
- La remise du PPSPS
- Le CISSCT
- Les contrôle et visites obligatoire
- Les tâches suivantes :
 - Installation de chantier
 - Déménagement et aménagement
 - Période de mise à disposition des équipements
 - Période d'installation et de repli des équipements dès lors qu'ils engendrent un risque nouveau pour les autres entreprises .

8.1.4. Inspection commune et PPSPS

Le PPSPS est établi par toutes les entreprises (titulaires ou sous-traitantes) ayant des travaux à risques particuliers (cf. point 5). Ces entreprises, à partir des prescriptions du CSPA, indiqueront dans leur PPSPS les méthodes de travail et les moyens de prévention qu'elle compte mettre en œuvre pour prévenir leurs risques vis-à-vis :

- de leur propre personnel
- du personnel des autres entreprises
- des occupants du site, le cas échéant.

Le PPSPS sera transmis, par le CSPA, aux autres entreprises afin qu'elles définissent les moyens de préventions à mettre en œuvre pour leur propre personnel pour prévenir les risques en provenance des autres entreprises.



COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 37 sur 74 Dossier 278
--	--	---

8.1.5 CISSCT

Sans objet

8.1.6 **Coordination en phase chantier**

8.1.6.1 **Conception et réalisation de l'installation de chantier : zones dédiées et circulations**

Etablir le plan d'installation de chantier (le PIC ou les PICS si plusieurs phases) selon les éléments constitutifs suivants :

- **Base vie des salariés**

- Implanter la base vie pour les salariés au plus près des accès depuis la voie publique. Tenir compte de la proximité des moyens de transports collectifs. Au besoin de sécuriser la circulation piétonne des salariés à proximité du chantier : passages piétons, voire passerelles ou passages couverts ;
- Privilégier les installations hors des immeubles en rénovation ou en construction ;
- Aménager des chemins nivelés, secs et propres permettant aux salariés d'accéder à la base vie sans être exposés au risques du chantier.

Nota Bene : Prévoir la réalisation de la vie le plus tôt possible. Limiter au strict minimum l'utilisation de « roulottes » de chantier ou de WC chimiques.

- **Zones dédiées**

- Créer une (des) aire(s) de livraison : idem pour le stockage ;
- Aménager des ateliers protégés des circulations, notamment pour la réalisation des cages d'armatures, atelier foran de préfabrication de pièces en béton armé, etc.

- **Circulations des véhicules et engins – circulations des piétons**

- Privilégier les marches avant ; distinguer les zones où les véhicules ou engins seront amenés à réaliser des manœuvres de (dé)chargement, de recul : les aménager en conséquence en renforçant les séparations entre flux (mesure suivante) ;
- Séparer à l'aide de Glissière de Béton Adhérent (GBA) les flux, véhicules et camions, engins ;
- Limiter la vitesse des véhicules et engins
- Dans le cas d'opérations composées de plusieurs immeubles, réaliser dès le début des travaux les voiries définitives desservant chacun d'eux.

Pour exemple : le nombre d'accident du travail liés aux engins de chantier et de 1000 accidents avec arrêt par an, les accident par écrasement de personnes travaillant à proximité d'engins sont souvent liés à une visibilité insuffisante, voire nulle depuis la cabine du conducteur, en particulier lors d'une manœuvre de recul (Source Caisse Nationale de L'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés – CNAMTS)

- **Circulations dans les escaliers**

Eclairer suffisamment les escaliers.

Prévoir les éclairages de sécurité autonomes le plus tôt possible.

- **Gestion des interférences de grues**

Traiter la gestion des interférences de grues, en amont et de manière globale, en fonction de la coexistence de chantiers voisins ou non. Pour les engins de levage tels que grue à tour, grue mobile en poste fixe : les équiper d'un dispositif d'interférence et de zoning avec une gestion et un enregistrement de smises en service et des coupures du dispositif

8.1.6.2 **Installation de base vie**

Pour réaliser les installations de base vie, prendre un compte la Note Technique N°27 de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAMIF), téléchargeable sur www.cramif.fr

Intégrer notamment les demandes suivantes

- **Vestiaires**

Equiper le vestiaire au moins des éléments suivants :

- De sièges ou de bancs fixés, de patères,
- Assurer une communication directe entre l'espace vestiaire et les sanitaires,

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 38 sur 74 Dossier 278
--	--	---

- Placer dans le vestiaire, en nombre suffisant par rapport à l'effectif du chantier, des armoires individuelles à double compartiment. **Ces armoires devront être ventilées individuellement, avec un système d'extraction d'air vicié à l'extérieur.**

- **Réfectoire**

Equiper le réfectoire au moins des éléments suivants 1 :

- Tables et chaises,
- Evier alimenté en eau potable à température réglable,
- Appareils tels que plaques électriques, chauffe gamelle, micro-ondes permettant de cuire ou réchauffer les aliments
- Réfrigérateur
- Rangements

Equiper le réfectoire d'un système permettant de climatiser l'air ambiant

- **Installation sanitaires**

Installer des lavabos alimentés en eau potable, à température réglable à raison d'un lavabo pour 4 personnes au plus, équipés de savon et de moyen de séchage.

Installer un cabinet à la turques équipé d'un point d'eau et l'urinoir pour 16 personnes au, raccordés aux réseaux d'eaux et d'assainissement.

Installer des cabines de douches à parois opaques, à raison d'une douche pour 16 personnes au plus, comportant chacune un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères, d'un chauffage spécifique rapide **communiquant directement avec les escaliers.**

- **Branchements aux réseaux**

Réaliser les branchements en début de chantier et prendre toutes les dispositions nécessaires auprès des concessionnaires afin que le chantier soit équipé des adductions suivant

- Egout définitif
- Electricité provisoire
- Eau

- **Entretien et interventions ultérieures**

- Installer sur le toit des bungalows des gars-corps de manière à réaliser les interventions ultérieures en sécurité. Y associer un escalier d'accès :
- Nettoyer la base vie quotidiennement.

- **Montage et démontage**

Eviter ou réduire autant que possible les risques de chute de hauteur lors des opérations de montages ou démontage :

- Réaliser les opérations de raccordements entre bungalows superposés par l'intérieur :
- Réaliser les opérations par le bas :
- Réaliser les opérations sur la base de protections collectives contre les chutes de hauteur

Pour mémoire : les conditions d'hygiène et d'accueil sur les chantiers du BTP influent de façon importante sur la santé et la sécurité au travail. En effet, les travaux exécutés peuvent être pénibles, salissants et réalisés dans des conditions climatiques parfois extrêmes. Il est donc indispensable de mettre à leur disposition des vestiaires, des réfectoires et des sanitaires qui permettent de se changer, de se restaurer et de se laver

8.1.6.3 Réduction des risques liés à la démolition des têtes de buton

Pour mémoire la démolition des têtes de boutons en béton, lors de la réalisation des soutènements des voiles contre terre, entraîne de nombreux risques pour les salariés : (chute de hauteur, inhalation de poussière de silice, vibrations, bruit)

De plus, elle engendre des défauts d'étanchéité dans les voiles. En conséquence :

- Prévoir des têtes de boutons en métal (« corbeaux » métalliques), de plus réutilisables, plutôt qu'en béton

8.1.6.4 Opérations de démolition

Privilégier la technique de broyage du béton par des engins télécommandés équipés de pinces de façon à réduire les émissions de poussières et de bruit.

Pour mémoire, la silice cristalline contenue dans les mortiers et béton expose les salariés à des risques de maladies des voies respiratoires, dont la silicose et les cancers broncho-pulmonaires.

Minimiser les émissions de poussières à l'aide de dispositif de brumisation au plus près des sources d'émission, y compris sur le bras de l'engin de démolition, à l'aide de dispositifs en intérieur ou extérieur : ventilateur, rampe ou canon de brumisation.



Broyage avec pince et conducteur déporté



Canon de brumisation



Brumisateur d'intérieur

Procéder au découpes de béton, mortier ou enduit à l'humide

8.1.6.5 **Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

- **Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

- Afin de permettre les approvisionnements, les évacuations et les transferts de matériaux et matériels d'un niveau à un autre : assurer la **mise à disposition des entreprises de l'ascenseur définitif** du bâtiment jusqu'à la fin du chantier. A défaut prévoir l'installation d'un monte-charge ou d'un monte-matériaux
- Dès que les ouvrages en cours atteignent une hauteur totale équivalente de 5 niveaux de 2,7 m de hauteur, soit 13,5 m comptés vers le haut et le bas, **installer un ascenseur de chantier** destiné au transport vertical des salariés.

La recommandation R445 de la CNAMTS rappelle ces différents points, téléchargeable sur le site www.inrs.fr



Ascenseur phase chantier



Transport vertical des salariés



Recette à matériaux

- **Réception des matériaux dans les étages**

Prévoir les réceptions des matériaux dans les étages par une baie équipée d'une **recette** appropriée pour les manutentions à la grue à tour. Prévoir des baies permettant le passage des charges à l'aide de chariots, transpalettes électriques simples ou à levée, etc.

- Continuité du roulage des charges

Prévoir la continuité du roulage des charges depuis les aires de livraisons jusque dans les étages : phasages, largeurs provisoires de passage, rampes, etc.

- **Visibilité des charges transportées par la grue**

Mettre en place sur le chariot de la grue **une caméra** et son moniteur dans la cabine du grutier, lorsque celui-ci ne peut voir directement la zone dédiée au chargement des matériaux provenant des livraisons.

8.1.6.6 **Moyens de protections collectives contre les chutes de hauteur**

Définir dans le PGC les moyens de protection collective contre les chutes de hauteur

En extérieur d'ouvrage :

- Le ceinturage complet du niveau en cours par plates-formes de travail en encorbellement (PTE) ;

- Les échafaudages de pieds périmétriques utilisables par tous les corps d'état travaillant en façade et en couverture des bâtiments. Ces échafaudages devront être à montage et démontage en sécurité (MDS) et intégrer des dispositifs interdisant les montages et démontage face au vide. Par exemple les garde-corps préfabriqués du niveau N+1 ne peuvent être démontés qu'après les planchers du niveau N+1, imposant le démontage depuis le niveau N suspendues motorisées pi « échafaudages volants » pour de tels travaux :
- Les garde-corps de baies permettant la pose des menuiseries extérieures, voire les filets de protection dans les ouvertures en façade dans le cas d'intervention des corps d'état avant la pose des menuiseries extérieures

A l'intérieur de l'ouvrage :

- Les platelages complets sous les verrières ;
- La protection des baies d'ascenseurs toute hauteur,

8.1.6.7 Dimensions des trémies

Travailler en amont avec les maître d'œuvre et le coordonnateur pour incorporer des fourreaux au coffrage de dalle de manière à ne soient laissés dans le sol, après décoffrage, que des trous aux dimensions des canalisations plus quelques millimètres (photos ci-dessous).

Pendant le chantier, faire recouvrir ces trous par un dispositif destiné à prévenir la chute de matériaux ou d'outillage au travers et conçu de telle façon qu'il n'empêche pas la mise en place des coffrages : tôles clouées ou **platelages disposés en feuillure pas exemple**



De plus cette technique permet

- De supprimer les temps passés (manutentions, coffrage, coulage, etc.) à reboucher les trémies après le passage des canalisations de plomberie et de ventilation mécanique contrôlée (VMC)
- D'assurer la continuité du degré coupe-feu des planchers béton,
- De prévenir les problèmes techniques liés aux mesures d'étanchéité à l'air des bâtiments dans le cadre des contrôles qualitatifs et quantitatifs pour la délivrance du label Bâtiment Basse Consommation (BBC) Effinergie

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 41 sur 74 Dossier 278
--	--	---

8.1.6.8 **Travaux en position surélevée**

Pour le travail des corps d'état, sur les plateaux de bureau, a fortiori s'ils ne sont pas encore fermés par les menuiseries extérieures :

- Prévoir l'utilisation de plates-formes auto-stables de travail de dimensions 2m x 2 m minimum ou de plateformes élévatrices.

8.1.6.9 **Travaux superposés**

Supprimer les travaux superposés afin d'organiser le déroulement des travaux et de réduire les risques liés aux chutes d'objets.
Prévoir le planning en conséquence

8.1.6.10 **Réduction des nuisances physiques**

- Prévoir la gestion des diverses nuisances
- Gaz d'échappement : privilégier les engins et les matériels électriques. Proscrire les moteurs essence. Utiliser des engins thermiques diesel de **filtres à particules**. Capter à la source les polluants. Au besoin, sur la d'une étude spécifique, mettre en place une installation de ventilation :
- Poussières : privilégier la projection de béton par voie humide ; mettre en place des dispositifs permettant de rabattre les poussières, tels que rampes ou canons de brumisation, ou de les capter, au plus près des sources d'émission (y compris sur les engins eux-mêmes) :
- Bruit : réduire, autant que possible, le nombre de salariés exposés.
Pour cela :
 - éloigner les salariés non impliqués par les travaux produisant les nuisances sonores ;
 - installer des panneaux ou des bâches acoustiques, des pièges à sons, etc. ;
 - organiser les horaires de travail ;
 - utiliser des machines équipées de dispositifs d'insonorisation.

8.1.6.11 **Exigence fondamentale en matière de CSPS à prendre en compte :**

Le secteur de la construction est particulièrement touché par les accidents du travail et les maladies professionnelles.

En effet, il regroupe 8% des salariés inscrits au régime général mais compte :

- ❖ 18% des accidents avec arrêt de travail
- ❖ 21% des accidents avec incapacité permanente
- ❖ 29% des accidents mortels
- ❖ De nombreuses maladies (troubles musculo-squelettiques, pathologies liées à l'inhalation de poussières d'amiante, atteintes auditives provoquées par les bruits lésionnels, etc.)

Au-delà des dommages corporels et du coût social, c'est aussi un impact socio-économique important qui pourrait être évité par une meilleure anticipation coordonnées de mesures de prévention adaptées.

Il est avéré que les deux tiers environ des dépenses annuelles AT/MP dans la construction sont imputables à la réparation des dommages corporels occasionnés par les accidents dus aux :

- ❖ Chutes de hauteur (35%) à partir d'échelles ou d'escabeaux, 20% dans les escaliers, 12% d'échafaudages ou de coffrages et 4% depuis des toitures ou verrières)
- ❖ Manutentions (33% des AT avec arrêt de travail et 90% des TMS)

Par ailleurs, de bonnes conditions de travail et d'hygiène sur les chantiers contribuent à préserver la santé des salariés et à améliorer l'image du BTP.

En conséquence, le Réseau Prévention, constitué des organismes paritaires CNAMTS, CRAM/CGSS, INRS, auquel s'associe l'OPPBTP, recommande la mise en œuvre sur tout le territoire national d'un Socle Commune d'exigences fondamentales pour la prévention des risques de chute de hauteur, de manutention et pour l'amélioration de l'hygiène et des conditions de travail, lors de la passation des marchés et de la réalisation des chantiers de construction.

Ces mesures relèvent conjointement de tous les acteurs de l'acte de construire, maîtres d'ouvrage, coordonnateurs SPS, maîtres d'œuvre et entreprises, et passe par la mise en commun de moyens.

Implication des donneurs d'ordre et des concepteurs de la construction

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 42 sur 74 Dossier 278
--	--	---

Le maître d'ouvrage (MOA), son coordonnateur SPS (CSPS) et le maître d'œuvre (MOE) assurent conjointement et/ou successivement la mise en œuvre des principes généraux de prévention et appliquent les mesures décrites dans le socle sur la base d'une évaluation des risques systématiquement et spécifique à chaque ouvrage ou partie d'ouvrage.

En particulier, cette approche se traduit par la volonté des trois « décideurs » de concevoir puis d'organiser sur chantier la mise en commun de moyens répondant aux problématiques fondamentales de protections collectives contre les chutes de hauteur, de mécanisation des manutentions et d'amélioration des conditions d'accueil, d'hébergement et d'hygiène.

A cette fin, le MOA désigne son Coordonnateur SPS de Conception au plus tard au démarrage de l'Avant Projet Sommaire (APS). Il lui donne l'autorité et les moyens nécessaires à la bonne réalisation de sa mission, notamment vis-à-vis du MOE et en particulier pour l'élaboration d'une part du Plan Général de Coordination (PGC) spécifique à l'ouvrage et d'autre part du Dossier des Interventions Ulérieures sur l'Ouvrage (DIUO). Le MOA désigne ensuite son Coordonnateur SPS de réalisation et lui confère l'autorité suffisante pour prendre les mesures nécessaires, voir faire cesser les travaux en cas de danger grave, imminent ou potentiel, pour des salariés. Enfin, il s'assure que les exigences fondamentales de prévention du socle commun sont respectées et que toutes ses obligations légales sont remplies.^{1&2}

Le Coordonnateur SPS de Conception prévoit, notamment dans le PGC, la mise en commun de moyens de manutention, de protection collective, d'hygiène et d'installation de chantier. Avec le MOE, ils intègrent tous les deux dans le projet et les prescriptions techniques ces moyens de prévention et de protection dès les phases de conception.

Le MOE intègre aux pièces aux pièces écrites du marché (CCTP, bordereaux de prix,...) les objectifs de moyens précisés par le CSPS dans le PGC et notamment ceux décrits dans le Socle Commun. Il prévoit leurs modalités de prise en charge (par rémunération explicite) dans les lots retenus pour leur mise en œuvre (de préférence par lots séparés).

1 - Pour s'assurer de la présence ou non de matériaux dangereux pour la santé (amiante, plomb, etc.), le maître d'ouvrage fait réaliser les diagnostics réglementaires nécessaires.

Dans le cas de chantier de démolition ou de réhabilitation/restructuration, il fait établir préalablement au démarrage des travaux le diagnostic qui vient compléter les informations du Dossier Technique Amiante (DTA).

2 - Pour éviter tout accident lié aux contacts avec des réseaux aériens ou enterrés, le maître d'ouvrage, avec son maître d'œuvre, transmet une demande de renseignements au guichet unique et aux exploitants des réseaux pour en connaître les caractéristiques précises et les emplacements.

En cas de besoin, le maître d'œuvre peut être amené à adapter son projet en respectant les contraintes imposées par le ou les concessionnaires des réseaux.

Implication des entreprises

Sans préjudice du respect de l'ensemble de ses obligations légales³, le chef d'entreprise veille à la mise en œuvre effective des mesures décrites dans ce socle commun pour la sécurité et la santé de ses salariés.

Il prend aussi toutes les dispositions nécessaires pour porter les mesures du socle commun à la connaissance de ses sous-traitants dès la consultation et pour s'assurer ensuite qu'elles sont bien prises en compte lors de la réalisation des travaux.

Le chef d'entreprise :

Assure sur chaque chantier la mise à disposition de ses moyens propres tels que :

- protections collectives (garde-corps, échafaudages, nacelles, plates-formes, etc.)
- équipements de manutention mécanique et/ou facilitant la manutention manuelle,
- équipements d'hygiène et de locaux d'hébergement ;

Ou S'assure de leur mise en commun effective et de leur efficacité selon les documents contractuels établis par le MOE et le CSPS

L'entreprise répond aux autres exigences du PGC.

3 – Pour les travaux de VRD, le chef d'entreprise transmet préalablement une Déclaration d'Intention de Commencement des travaux (DICT) aux exploitants des réseaux concédés

Mesures de prévention des chutes de hauteur

Accès :

Les accès sont de plain-pied. A défaut, ils se font par une ou plusieurs passerelles munies de garde-corps constitués de lisse, sous-lisse et plinthe. La largeur est adaptée à la circulation envisagée.

L'accès aux étages se fait par des escaliers provisoires qui sont remplacés au plus tôt par les volées définitives. Ces escaliers sont régulièrement débarrassés des décombres et gravas. Ils sont suffisamment éclairés.

Protections collectives :

Dès la conception, le MOE privilégie l'utilisation de protections collectives définitives (acrotères définitifs en toiture-terrasse, murs d'allège en allège, fourreaux pour tuyauterie en lieu et place de trémies, etc.)

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 43 sur 74 Dossier 278
--	--	---

A défaut, des protections collectives provisoires sont mises en place en sécurité et le plus tôt possible (garde-corps, plate-forme de travail en encorbellement –PTE-, protection grillagée de baie, platelage sécurisé sur les trémiés, etc.). Elles demeurent en place jusqu'à la mise en œuvre des protections définitives rapportées (garde-corps définitifs, acrotères préfabriqués, etc.) ou la suppression des risques (murs rideaux par exemple).

Echaudages de pied :

Les remblais périphériques sont réalisés le plus tôt possible (dès le coulage de la dalle de rez-de-chaussée et au plus tard après l'élévation des murs de ce niveau) pour faciliter, entre autre, l'installation d'un échafaudage de pied.

Le MOA, avec son CSPS de Conception et son MOE, prévoit dans le PGC et les pièces du marché la mise en commun des échafaudages à destination de plusieurs corps d'état et fait préciser leurs caractéristiques en fonction des exigences des tâches à réaliser.

Le recours à des échafaudages à Montage et Démontage en Sécurité (échafaudages MDS), intégrant des garde-corps de montage et d'exploitation, est privilégié par tous les acteurs du chantier.

Le Personnel assurant leur montage est spécifiquement formé.

Mesures de prévention des risques liés aux manutentions

Evaluation préalable des manutentions :

A l'occasion de l'établissement du plan d'installation de chantier, une étude logistique est réalisée. Une estimation des poids, volumes et qualités des matériaux et fournitures du Second-Œuvre est faite par le MOE et le CSPS de Conception (environ 4 à 5 tonnes par logements de type F4) ou encore par un logisticien selon l'importance du chantier.

Les moyens de manutention qui en découlent sont ensuite déterminés (grues à tour, grues mobiles, ascenseurs ou monte-charges de chantier, monte matériaux, ascenseurs définitifs, chariots, diables, etc.)

Livraison et stockage :

Le chantier dispose sur place d'une ou plusieurs zones de livraison et de stockage des matériaux. L'accès et le départ de ces zones se font préférentiellement selon un circuit en sens unique et par circulation en marche avant.

Un cheminement piéton sécurisé et viabilisé par tous les temps est défini.

Chaque entreprise procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation au lieu de stockage prévu.

Approvisionnement des matériaux des différents corps d'état :

Le chantier est pourvu de moyens mécanisés adaptés pour le levage et le transport des matériaux et fournitures en fonction des quantités et tonnages déterminés par l'étude logistique dans le but de limiter les manutentions manuelles.

Lorsque le chantier est pourvu, la grue à tour est mise à disposition pour les approvisionnements à pied d'œuvre du Gros-Œuvre et du Second-œuvre.

En l'absence de grue, ou en éventuel complément de celle-ci, la mise en commune d'autres équipements est privilégiée (ascenseurs définitifs, ascenseurs ou monte-charges de chantier, monte matériaux, grues mobiles).

Les accès du bâtiment se font de plain-pied grâce aux remblaiements réalisés au plus tôt autour de l'ouvrage. Tout dénivelé ou marche pied est supprimé pour permettre le transfert des charges au moyen d'équipements adaptés (chariots, diables, etc.) depuis la zone de stockage ou de déchargement jusqu'à pied d'œuvre.

Recettes à matériaux :

L'approvisionnement et la distribution des matériaux par grue sont organisés.

Des recettes à matériaux sont mises en commun et sont alors judicieusement réparties sur l'ensemble de l'ouvrage et à chaque niveau. Elles sont décrites préalablement dans les pièces écrites du marché et maintenues aussi longtemps que le sont équipements de manutention associés.

Mise en service de l'ascenseur définitif pour les besoins du chantier :

Pour toute opération disposant s'au moins un ascenseur en phase définitive, celui-ci est mis en service le plus tôt possible pour faciliter l'accès et l'approvisionnement des différents niveaux.

Mesures de prévention portant sur l'hygiène et les conditions de travail

Mise à disposition des VRD du chantier :

Le MOA fait exécuter les travaux d'accessibilité et de viabilité nécessaire au démarrage et au bon déroulement des travaux. A cet effet, il fait établir un plan d'installation de chantier avec, notamment, la mention des cantonnements communs tous corps d'état définis par une évaluation préalable des effectifs sur le chantier.

Ces travaux préparatoires comprennent :

- la voie de raccordement à la voie publique (en concertation avec les pouvoirs publics) ;
- la plate-forme attenante à l'ouvrage et les voies de circulation à flux séparé et praticables par tous les temps (stabilisé, béton, platelage, etc.) et éclairées ;
- les zones de cantonnement, de stockage des matériaux et des déchets ;

- Les réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux ;
- l'alimentation électrique nécessaire à la mise en place des moyens mis en commune.

Mise à disposition d'une alimentation en eau et d'une évacuation d'eaux usées :

Le chantier dispose, dès le démarrage des travaux, d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux usées, chacune raccordée au réseau principal correspondant. En cas d'impossibilité technique de raccordement, une organisation au moins équivalente ou de substitution est prévue. Une réserve suffisante d'eau propre à la consommation, sous pression, ainsi qu'un système de fosse et vidange d'eau usées sont alors installés.

Les installations font l'objet d'un entretien organisé par le titulaire du lot « installation de chantier ».

Mise à disposition d'énergie électrique sur chantier :

Le chantier dispose d'une puissance électrique suffisante pour alimenter les locaux destinés au personnel et équipements mis en commun.

L'installation fait l'objet d'une vérification périodique par une personne compétente ou un organisme effectuant habituellement ce type d'intervention.

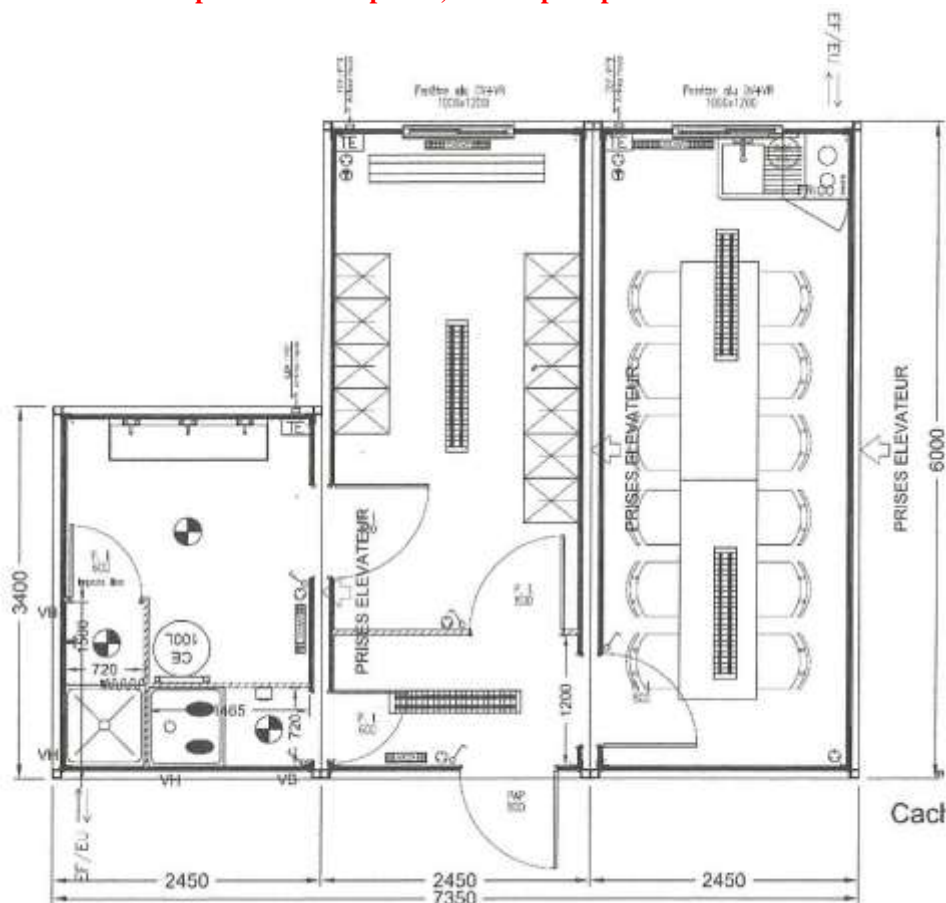
Mise en commun de vestiaires, d'un réfectoire et de sanitaires :

Le chantier dispose d'une base vie constituée d'installations fixes ou mobiles munies d'un espace vestiaires, d'un réfectoire et de sanitaires. A défaut, une organisation offrant des conditions d'hygiène et d'hébergement au moins équivalentes est prévue.

Lorsque les équipements sanitaires ne peuvent pas être raccordés directement à un réseau d'évacuation EU/EV (eaux usées/eaux vannes) collectif, les installations sont raccordées à une fosse septique ou à un dispositif d'assainissement autonome.

La surveillance, la maintenance et l'entretien des installations sont effectués régulièrement par l'entreprise titulaire du lot « installation de chantier ».

Module 10 personnes à respecter, à multiplier par le nombre de dizaine



ANNEXE				
Le rôle des acteurs de l'acte de construire				
	Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre	Coordonnateur	Entreprise
• Désigner le Coordonnateur de Conception dès le démarrage de l'Avant Projet Sommaire (APS)				
• Donner l'autorité et les moyens au coordonnateur SPS				
• Organiser la coordination de chantier				
• Evaluer les risques en appliquant les principes généraux de prévention				
• Etablir un PGC ou un PGC simplifié en définissant et en organisant l'utilisation de moyens communs de manutention pour toute la durée du chantier.				
• Prévoir dans l'appel d'offre puis le marché un lot logistique en définissant les prestations				
• Favoriser les conditions de la mise en place au plus tôt des infrastructures et des équipements de manutention provisoires puis définitifs (par exemple monte matériaux puis monte-charge définitifs du bâtiment)				
• Etablir un PGC ou un PGC simplifié en organisant l'utilisation de moyen commun de protections collectives et de plate-forme de travail				
• Prévoir dans l'appel d'offre un lot échafaudage périmétrique de chantier				
• Favoriser les conditions de la mise en place au plus tôt des aménagements et équipements de sécurité définitifs (par exemple escaliers définitifs et garde corps)				
• Prévoir une plateforme stabilisée autour de l'ouvrage (surtout si utilisation d'échafaudage de pied ou PEMP à vérins de stabilisation)				
• Envoyer la DR et la DICT le plus tôt possible, vérifier l'emplacement et fournir le plan de masse des réseaux enterrés autour de l'ouvrage <i>D.R. : Demande de Renseignements sur l'existence et l'implantation d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques (Formulaire CERFA N°90-0188)</i> <i>D.I.C.T. : Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (Formulaire CERFA N°90-0189)</i>				
• Favoriser les conditions de la mise en place au plus tôt des infrastructures et des VRD nécessaires au démarrage des travaux (voies d'accès, eau, électricité, assainissement, etc.)				
• Etablir un PGCSPPS ou PGC simplifié SPS en définissant et en organisant l'utilisation de cantonnement commun pour tout la durée du chantier selon les prescriptions de la partie bonne pratique de la présente fiche ainsi que l'effectif maximal du chantier nécessaire à leur dimensionnement				
• Prévoir dans l'appel d'offre puis le marché un lot cantonnement en définissant les prestations				

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 46 sur 74 Dossier 278
--	--	---

8.1.7 **Coordination pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage**

8.1.7.1 **Terrasses et lanterneaux**

- **Terrasses**

Prévoir, dans le cadre d'une action de prévention intégrée des accidents du travail, des acrotères d'1,10 m de hauteur au moins au-dessus de tout plan de travail, de circulation ou de toute zone de stationnement précaire sur l'ensemble des terrasses y compris celle réputées inaccessibles, permettant d'effectuer l'ensemble des différents interventions en sécurité aussi bien le personnel permanent que pour celui des entreprises d'entretien.

Dans le cas où l'acrotère n'aurait pas cette hauteur, il devra être complété par un dispositif garde-corps permanent fixe d'1,10m de hauteur.

Dans les cas de toitures traditionnelles inclinées, prévoir des dispositifs d'ancrage permanents permettant l'accrochage d'échafaudage en encorbellement.

- **Accès aux terrasses**

Privilégier les accès par escaliers.

- **Lanterneaux**

Rehausser les lanterneaux de 1m au-dessus du plancher.



A défaut, prévoir pour les lanterneaux d'éclairage et les exutoires de désenfumage, une protection intégrée appelé « surface de recueil » par exemple une grille antichute ou un barreaudage agréé 1200 joules

8.1.7.2 **Toitures inclinées**

Dans le cas de toitures traditionnelles inclinées, prévoir des dispositifs d'ancrage permanents permettant l'accrochage d'échafaudages en encorbellement.

8.1.7.3 **Conception des ascenseurs et gaines d'ascenseurs**

Concevoir le bâtiment afin de pouvoir intégrer des réserves permettant l'installation de protections fixes contre les chutes d'une hauteur minimale de 1,1 m sur les cabines d'ascenseurs notamment en partie supérieure des gaines

Prévoir la mise en place d'écrans séparatifs sur toute la hauteur des gaines entre les ascenseurs en batterie.

8.1.7.4 **Nettoyage et entretien de l'enveloppe des ouvrages**

Prévoir un dispositif de nettoyage et d'entretien des façades patios et verrières par des nacelles propres aux ouvrages ou autres dispositifs appropriés, comportant les protections collectives nécessaires contre les chutes de hauteur et offrant de bonnes conditions ergonomiques d'intervention.

Prévoir également des dispositifs de manutention mécanisée des éventuelles charges lourdes ou répétitives.

Nous vous rappelons qu'en cas d'accident ou de maladie, **le maître d'ouvrage le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS devront justifier des choix retenus pour la réalisation des travaux.** Il vous sera alors nécessaire de démontrer que vous avez accompli toutes les diligences possibles pour prévenir un risque dont vous ne pouviez ignorer la gravité.

8.2 Transmission des documents

Documents	Transmission			Réponse/avis			
	à	par	délais	à	par	copie à	délais
PGC	MO/MOE/AMO HQE/organismes	CSPS	obs + 10j	CSPS	MO/MOE/AMO HQE/organismes	MO	5j
Doc DIUO	CSPS	Moe	5 j	CSPS	MO/MOE/AMO HQE/ent		
Liste entreprises	CSPS	Mo	3 j	CSPS	MO		
PPSPS	CSPS	entreprises	3 j	entreprises	CSPS		
Convoc/invit CISSCT	MO/MOE/AMO HQE/organismes/ent	CSPS	- 10 j	CSPS	entreprises		2j
PV CISSCT	MO/MOE/AMO HQE/organismes/ent	CSPS	10 j	CSPS	MO/MOE/AMO HQE/ent		2j
RJC	MO/MOE/entreprises	CSPS	1 j	CSPS	MO/MOE/AMO HQE/ent		1j
Courrier organismes	MO	CSPS/Ent	1j	organismes	CSPS/entreprises	MO	5j

Documents	Mise à disposition			Réponse/avis			
	à	par	délais	à	par	copie à	délais
DOE	CSPS	MO	recep	MO	CSPS		10j

9 Annexes

9.1 Principales références réglementaires applicables

Article L. 4531-1 : Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et de l'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

- 1° De permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail se déroulant simultanément ou successivement ;
- 2° De prévoir la durée de ces phases ;
- 3° De faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Article L. 4121-2 : L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 48 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Art. R. 4532-51 : Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Art. R. 4532-75 : Pour les opérations soumises à l'obligation de plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévue aux articles R. 4532-52 et R. 4532-54, chaque entrepreneur appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8 établit par écrit, préalablement à leur début ou à leur poursuite, un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé. Le plan évalue ces risques et décrit les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

Art. R. 4532-56 : L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.

Art. R. 4532-52 : Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Art. R. 4532-54 : Lorsque, lors d'une opération de troisième catégorie, un coordonnateur a connaissance, après le début des travaux, de l'existence d'un ou plusieurs des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les sujétions découlant de l'observation de ce plan sont définies, le cas échéant, par voie d'avenants aux différents contrats conclus avec les entreprises chargées de l'exécution des travaux.

Arrêté du 25 février 2003 : La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci après :

- 1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;
- 2° Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;
- 3° Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;
- 4° Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;
- 5° Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;
- 6° Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;
- 7° Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;
- 8° Travaux en plongée appareillée ;
- 9° Travaux en milieu hyperbare ;
- 10° Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;
- 11° Travaux comportant l'usage d'explosifs ;
- 12° Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- 13° Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

9.2 PV de réception d'un échafaudage et règles de mise à disposition

Procès-verbal de réception d'échafaudages

Localisation de l'échafaudage sur le chantier :

Marque échafaudage : Type :

Dimensions : longueur Largeur Hauteur (Dernier niveau de plancher)

Nombre de niveaux de planchers :

Nombre et type des accès aux différents niveaux de planchers :

Nombre de points d'amarrages : Vérins Chevilles

Montage effectué par la société :

Charges d'utilisation :

Charge uniformément répartie d'utilisation sur les planchers daN/m² (k/m²) avec par travée

- 1 niveau de plancher chargé à 100%
- 1 niveau de plancher immédiatement voisin chargé à 50%

Ou charge ponctuelle de daN (kg) sur plancher situé à m du sol

Ou, si différent, à préciser :

Recouvert : ☐ oui ☐ non

Echafaudage conforme aux plans n° ☐ oui ☐ non

Règles de mise à disposition

L'entreprise en charge du montage de l'échafaudage est chargée de sa vérification avant mise ou remise en service.

Chaque entreprise utilisatrice s'assure que l'échafaudage correspond à son besoin et s'engage à ne pas le modifier.

Chaque entreprise utilisatrice a pris connaissance des valeurs maximales des charges d'utilisation spécifiées dans le procès-verbal (voir ci-dessus).

Durée estimée de la mise à disposition :

Seule l'entreprise ayant la responsabilité du montage de l'échafaudage assure les modifications, définies dans l'appel d'offres, à apporter en cour d'utilisation ainsi que l'entretien et la maintenance du matériel jusqu'à la fin des travaux.

Les modalités pratiques de ces interventions sont jointes au procès-verbal. Date :

Intervenants		Représentant	Visa
Maître d'œuvre			
Coordonnateur SPS			
Bureau de contrôle			
Lot n°			
Lot n°			
Lot n°			

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 50 sur 74 Dossier 278
--	--	---

Consignes de sécurité spécifiques au grutier

Il est rappelé :

Avant de prendre possession de la grue :

- S'assurer qu'elle a été éprouvée et le rapport d'épreuve existe sur le chantier et qu'elle peut être remise en service.
- S'assurer que les limites de course de charge, de moment de renversement fonctionnent normalement et sont correctement réglés.

En début de poste :

- Prendre les ordres du chef de chantier.
- Lui demander s'il a remédié aux anomalies déjà signalées, se renseigner sur l'évolution probable du vent.
- Contrôler visuellement l'état général de la grue et du poste de travail (écrous, gougeons, goupilles, etc.)
- Mettre la grue sous tension.

Pendant le service :

- En arrivant dans la cabine, vérifier la présence d'extincteur et de la consigne affichée, s'il y a lieu nettoyer les vitres.
- Vérifier l'arrêt d'urgence (coupure générale de courant).
- Supprimer la girouette de la flèche, essayer à vide les divers mouvements.
- Vérifier le fonctionnement de l'avertisseur sonore.
- En même temps que le levage ou la descente il est possible d'effectuer les mouvements d'orientation et de distribution vers le fût mais non celui de la translation.
- Ne jamais lever une charge placée au-delà de la portée limite.
- Ne jamais soulever une charge adhérente au sol ou à d'autres éléments.
- Ne jamais laisser tirer la charge en oblique.
- Etre attentif aux bruits de la grue, si un bruit est anormal, stopper et avertir le chef de chantier.
- Une alarme sonore se déclenche dès qu'il y a une surcharge, celle-ci indiquant au grutier le danger, ce qui lui permettra de réagir aussitôt (la charge ne sera pas manutentionnée par cette grue).

En fin de service :

- Amener le chariot contre le fût.
- Mettre la flèche en girouette.
- Couper le courant avec le bouton d'arrêt d'urgence.
- Couper le courant à l'interrupteur du pied de grue.
- Signaler au chef de chantier les anomalies constatées.

Consignes :

- Il est formellement interdit de survoler les bâtiments existants et la zone extérieure au chantier avec une charge.
Toutes les manutentions doivent être effectuées dans l'enceinte du chantier.
- Il est formellement interdit d'effectuer une approche avec la charge d'une ligne électrique non protégée
 - Moins de 50 000 volts : 3m
 - 50 000 volts et plus : 5m
- Il est demandé d'effectuer le levage des banches qu'après mise en place du garde-corps avant les banches.
- Le levage des lests ne s'effectue que lorsque les **4 crochets** de l'élingue sont correctement mise en place.
- Le réemploi de sangles à usage unique est strictement interdit pour lever une charge.

Anémomètre :

- Un anémomètre est installé au sommet de la grue, celui-ci signale au grutier la vitesse du vent.
(Article 19 et 29 du décret du 8 janvier 1965).

Pré-alarme 48 Km/h :

- Un avertisseur sonore et un voyant lumineux se déclenchent dans la cabine.

Alarme à 72 Km/h :

- Une sirène extérieure se déclenche, le grutier interrompt toutes les manutentions et met en girouette la flèche de grue.

Shuntage du système d'interférence : (neutralisation du système anticollision et zones interdites)

- Les bouchons multibroches ne seront en aucun cas mis à la disposition des grutiers.
Le grutier s'engage à respecter les dites consignes de sécurité.
Les consignes de sécurité sont à la disposition de tout le personnel de chantier et affichées dans le bureau du chantier, ainsi que dans la cabine de grue.
1 exemplaire est remis au grutier.
1 exemplaire est joint en annexe au P.P.S.P.S.
1 exemplaire est transmis au D.R.H
- Responsables de la sécurité sur le chantier,
- Monsieur....., Conducteur de Travaux
- Monsieur....., Chef de chantier

Fait sur le Chantier de
Signature

Le grutier,

Monsieur.....

Le.....
Signature

AUTORISATION DE CONDUITE D'ENGINS DE CHANTIER
--

Je soussigné :.....
(Nom, prénom de l'employeur ou de son représentant)

Raison sociale de l'entreprise :

Certifie que M..... (Nom, prénom, fonction du conducteur)

(*) M'a présenté le certificat d'aptitude à la conduite d'engins en sécurité (CACES) qui lui a été délivré

Le :

Par M. (Nom, prénom et qualité)

Représentant l'organisme de formation :

(*) M'a présenté le certificat faisant foi de son aptitude professionnelle
(CAP, BP, CFPA, ou tout autre certificat équivalent)

Nature du certificat :

De plus, l'aptitude médicale au poste de travail de conduite d'engin a été vérifiée par le médecin du travail

Le :

Par le Dr..... (Nom, prénom du Médecin)

En foi de quoi, et après l'avoir informé des particularités du chantier et rappelé les consignes de sécurité,

J'autorise M..... (Nom, prénom du conducteur)

A conduire les engins de la catégorie :

Type d'engins :

L'intéressé a reçu de M.....de la société.....

Les consignes liées à l'utilisation de l'engin en sécurité.

(Joindre tout document précisant que les consignes de sécurité ont bien été données)

Pour le compte de mon entreprise

Fait sur le chantier :

Le : Signature :

(*) Rayer la mention inutile

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 53 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9.3 Documents de références à prendre en compte (liste non exhaustives)

9.3.5 Liens internet

<http://www.inrs.fr/accueil/produits/mediatheque/doc/collection-liste.html?refINRS=R+399&collection=Recommandation&skipMod=true>

9.3.6 Documents INRS

Appareils mettant en œuvre des jets liquides dans les industries du bâtiment et des travaux publics R 232 | 1983
Protection du personnel travaillant dans les tranchées étroites R 255 | 1985
Manutention des bouteilles de gaz R 282 | 1987
Montage-levage des constructions métalliques. Prévention des accidents R 290 | 1987
Chutes de hauteur. Filets montés sur consoles R 291 | 1987
Mise en œuvre des fondoirs à bitume R 322 | 1989
Travaux de creusement en souterrain de galeries, de puits ou de grandes excavations. Mise en œuvre de dispositifs de ventilation mécanique R 352 | 1991
Travaux de démolition de bâtiments. 1. Mesures de prévention dans les travaux de démolition par procédés mécaniques ou à la main R 345 | 1991
Travaux sur couvertures en matériaux peu résistants R 343 | 1991
Travaux de démolition de bâtiments. 2. Mesures de prévention et d'hygiène dans les travaux par foudroyage à l'explosif R 346 | 1991
Travaux de montage de charpentes lourdes métalliques R 356 | 1992
Vêtements de protection utilisés dans le bâtiment et les travaux publics R 361 | 1992
Travaux de fabrication ou de mise en œuvre d'éléments en béton de grande dimension R 362 | 1993
Construction de maisons individuelles ED 646 | 1994
Les ordonnances de prévention en dermatologie professionnelle TC 62 | 1997
Grues mobiles ED 516 | 2000
Démarche d'intégration des intérimaires dans le bâtiment et les travaux publics ED 836 | 2000
Détermination du profil d'exposition à moyen terme de peintres en bâtiment ND 2125 | 2000
La directive européenne "Produits de construction". Transposition et enjeux pour la prévention ND 2135 | 2000
Utilisation et entretien des engins de chantier R 372 modifiée | 2000
Dermatoses professionnelles au ciment (alumino-silicates de calcium) TA 64 | 2001
Application de résines en espaces confinés dans l'activité BTP. Mise en évidence des expositions et propositions de moyens de prévention ND 2152 | 2001
Produits de construction : risques et enjeux d'une directive TS604 | 2001
Le ciment fait toujours des victimes TS609 | 2001
Les ciments ED 5015 | 2002
Planchers préfabriqués en béton et tolérance d'exécution ED 102 | 2002
Logistique de chantier et coordination de sécurité ED 884 | 2002
Hygiène corporelle sur les lieux de travail TS616 | 2002
Salariés du bâtiment ED 899 | 2003
Méthode d'analyse des manutentions dans les activités de chantier et du BTP ED 917 | 2003
Chargeuses ED 910 | 2003
Les bitumes ED 5019 | 2003
La coordination de sécurité sur les chantiers TS634 | 2003
Application de résines de sols : résultats d'enquête TF 130 | 2004
Maintenance et prévention des risques professionnels dans les projets de bâtiment ED 829 | 2004
Sécurité et protection de la santé sur les chantiers de bâtiment et de travaux publics ND 2211 | 2004
Prévention du risque de renversement des banches sous l'effet du vent R 399 | 2004
Levage des produits en béton par douilles métalliques R 405 | 2004
Les accidents mortels dans le BTP - Années 1999-2001 PR 14 | 2004
BTP : construction de maisons individuelles TS640 | 2004
Armatures en attente R 400 | 2004
Prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent R 406 | 2004

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 54 sur 74 Dossier 278
--	--	---

Interventions sur les peintures contenant du plomb ED 909 | 2004

Application de résines synthétiques par les entreprises du BTP ED 930 | 2005

Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et démontage des échafaudages de pied R 408 | 2005

Stabilité des petits compacteurs à cylindres à conducteurs portés ND 2240 | 2005

Tuyauteur ED 4280 | 2006

Poseur de revêtement de sol - Carreleur ED 4279 | 2006

Poseur de faux-plafond ED 4278 | 2006

Plaquiste ED 4277 | 2006

Peintre-tapissier ED 4276 | 2006

Maçon ED 4275 | 2006

Electricien ED 4274 | 2006

Couvreur ED 4273 | 2006

Canalisateur ED 4272 | 2006

Ascensoriste ED 4271 | 2006

Plombier-chauffagiste ED 4270 | 2006

Avec l'amiante, ne pariez pas. Protégez-vous ! ED 987 | 2006

Les grues à tour ED 128 | 2006

Produits de démolage des bétons ED 6017 | 2007

Vérifications réglementaires des appareils et accessoires de levage dans le BTP ED 6009 | 2007

Chantiers de désamiantage. Résultats de la campagne de contrôle 2006 "Inspection du travail - Prévention des risques professionnels des caisses de Sécurité sociale" (avec le soutien technique de l'INRS). Retour sur les campagnes 2004 et 2005 PR 30 | 2007

L'amiante et les métiers du second œuvre du bâtiment PR 29 | 2007

Trichloroéthylène. Travaux publics (dégoudronnage) FAS 7 | 2007

SUMER 2003. Les ouvriers du bâtiment et des travaux publics. Des contraintes physiques et des expositions aux produits chimiques importantes, une autonomie assez élevée dans le travail TF 168 | 2008

Prévention des risques occasionnés par les véhicules et engins circulant ou manœuvrant sur les chantiers de BTP R 434 | 2008

Maçon fumiste FAR 10 | 2008

BTP : surtout des accidents de manutention manuelle TS686 | 2008

Peintres en bâtiment FAR 8 | 2008

Aide-mémoire BTP ED 790 | 2009

Pelles hydrauliques ED 895 | 2009

Chantiers de demain. Bâtir la prévention sur un socle de mesures communes TS694 | 2009

Chargeuses-pelleteuses ED 903 | 2009

Démolition de bâtiments non industriels FAR 29 | 2009

Grues à tour ED 813 | 2009

Métiers de la peinture FAR 22 | 2009

Hygiène au travail DW 19 | 2009

L'amiante dans les opérations de réhabilitation et de démolition. Repérage amiante : le maillon faible ND 2311 | 2009

Le bien-être au travail chez les conducteurs de travaux. Résultats d'une action menée en Languedoc-Roussillon ND 2315 | 2009

Collisions engins-piétons ED 6051 | 2009

Grues de chargement ED 676 | 2009

L'amiante dans les opérations de réhabilitation et de démolition. Insuffisance des repérages : des responsabilités et des défaillances multiples ND 2316 | 2009

Perception des risques professionnels par les opérateurs. Le cas de salariés de chantiers de retrait d'amiante ND 2317 | 2009

Mise en œuvre des filets de sécurité en grandes nappes R 446 | 2009

Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages) R 445 | 2009

Construction métallique : montage et levage. A fréquence élevée, gravité élevée. TS702 | 2010

Tombereaux ED 6065 | 2010

Analyse des accidents du BTP répertoriés dans Epicea ND 2322 | 2010

Pose de revêtements routiers FAR 30 | 2010

Exposition à l'amiante dans les travaux d'entretien et de maintenance ED 809 | 2010

Démolition. Un salarié sur dix accidenté du travail. TS708 | 2010

Échafaudages MDS de façade ED 6074 | 2010

Pose et maintenance de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques ED 137 | 2010

Exposition aux fibres céramiques réfractaires lors de travaux d'entretien et de maintenance ED 6084 | 2010

La responsabilité du coordonnateur de chantier TS713page48 | 2011

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 55 sur 74 Dossier 278
--	--	---

Travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante ED 6091 | 2011
Métiers de la prévention et de la sécurité au travail. De multiples fonctions pour une unique mission TS715 | 2011
Plomberie installations sanitaires. Un salarié sur onze accidenté du travail S TS716 | 2011
Travaux souterrains. Des risques peu visibles mais bien réels TS7 | 2011
Evolution des machines pour le transfert du béton près des lignes électriques aériennes R 453 | 2011
Location de matériel pour le BTP TS7 | 2011
Dichlorométhane. Décapage de façades ou graffitis P FAS 3 | 2011
Bouteurs ED 6104 | 2011
Amélioration des conditions de travail dans les grues à tour R 459 | 2011
Statistiques accidents du travail et maladies professionnelles du BTP DW 55 | 2011
Fonction d'accueil et d'accompagnement des nouveaux en entreprise R 460 | 2011
Machines de forage ED 6108 | 2011
Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants R 457 | 2011
Forages et sondages, fondations spéciales. Un salarié sur dix accidentés du travail TS724
Mon métier : maçon ED 6119 | 2012

9.3.7 Recommandations CNAMTS

R 252 Postes de travail isolés et dangereux ou essentiels pour la sécurité
R 255 Protection du personnel travaillant dans les tranchées étroites
R 282 Manutention des bouteilles de gaz utilisées sur les chantiers
R 290 Montage - levage des constructions métalliques
R 291 Chutes de hauteur. Filets montés sur consoles
R 293 Pelles avec équipement de terrassement utilisées pour le levage
R 343 Travaux sur couvertures en matériaux peu résistants
R 345 Travaux de démolition des bâtiments : procédés mécaniques ou à la main
R 346 Travaux de démolition des bâtiments : travaux par foudroyage à l'explosif
R 356 Comment assurer la sécurité lors des travaux de montage de charpentes lourdes métalliques
R 361 Vêtements de protection utilisés dans le BTP
R 362 Eléments en béton de grande dimension - Fabrication, manutention, stockage, transport et mise en place
R372m Utilisation des engins de chantier
R376m Travaux sur canalisations enterrées en amiante-ciment
R377m Utilisation des grues à tour
R 378 Dépose des matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe des bâtiments ou accessoires extérieurs
R383m Utilisation des grues mobiles
R 386 Utilisation des plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP)
R 389 Utilisation des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté
R 390 Utilisation des grues auxiliaires de chargement de véhicules
R 399 Prévention du risque de renversement des banches sous l'effet du vent
R 400 Armatures en attente
R 405 Levage des produits en béton par douilles métalliques
R 406 Prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent
R 408 Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied
R 431 Utilisation des systèmes d'arrêt de chutes
R 433 Exploitation (installation, utilisation et repli) des plates-formes suspendues motorisées
R 434 Risques occasionnés par les véhicules et engins circulant ou manœuvrant sur les chantiers du BTP
R 445 Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers
R 446 Mise en œuvre des filets de sécurité en grande nappe
NT 109 Prévention des risques dus aux circulations horizontales et verticales des piétons sur les chantiers de construction

9.3.8 Recommandations CRAMIF

N° 19 Eclairage provisoire

9.3.9 CARSAT

<p>COORDINATION MANAGEMENT</p> <p>17 Place des échoppes – 78310 Maurepas</p> <p>Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53</p>	<p>Plan Général de coordination SPS</p> <p>Niveau 2</p>	<p>31/01/2018</p> <p>Page 56 sur 74</p> <p>Dossier 278</p>
---	---	--

Centre Ouest Préparation de chantier dans son entreprise
Rhône Alpes Coordination SPS et mise en commun des moyens
Rhône Alpes Mesures d'organisation et de prévention

9.3.10 CRAMIF

DTE 195 - Travaux de réhabilitation. Quelques bonnes pratiques de prévention.

DTE 197 - Traitement des matériaux non friables contenant de l'amiante. Guide de prévention

DTE 200 - Prévenir les troubles musculo-squelettiques et diminuer les contraintes physiques lors des travaux de désamiantage

DTE 222 - Guide pour le choix et l'installation d'un filtre à particules sur les engins de chantier

DTE 218 - Sécurité et protection de la santé sur les chantiers. Socle commun de prévention

DTE 219 - Plan national d'actions coordonnées BTP . Socle commun de prévention.

DTE 216 - Guide de sécurité pour les travaux de couverture. Dépannage urgent sur toiture "La corvée"

DTE 209 - Guide de sécurité pour les travaux de couverture

DTE 203 - Cantonnements de chantiers. Note technique CRAMIF N° 27

DTE 207 - Travaux de couverture : aide à la décision pour la mise en œuvre du dispositif de protection contre les chutes de hauteur lors des travaux de couverture

DTE 189 - Guide des manutentions et des approvisionnements dans le bâtiment

DTE 190 - Protections collectives : prévenir le risque de chute à l'extérieur du bâtiment - note technique CRAMIF n° 25

DTE 197 - Traitement des matériaux non friables contenant de l'amiante. Guide de prévention

DTE 195 - Travaux de réhabilitation. Quelques bonnes pratiques de prévention.

DTE 186 - Cahier des charges pour la conception des tours échelles et tours d'étaie. Prévention des risques professionnels - Note technique CRAMIF n° 24

DTE 111 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le BTP. Glossaire.

DTE 159 - Manutention dans l'activité couverture - plomberie - génie climatique - Guide pratique de prévention

DTE 146 - Sécurité dans le bâtiment et les travaux publics - Guide pour l'analyse des risques et le choix des mesures de prévention.

DTE 144 - Travaux et interventions sur toitures - Prévention des risques de chute de hauteur - Recommandations CRAMIF n° 20.

DTE 134 - Stabilité des fouilles - Note technique CRAMIF n° 18.

DTE 133 - Eclairage provisoire des chantiers de bâtiment et de génie civil. Recommandations CRAMIF n° 19.

DTE 107 - Travaux souterrains autres que galeries linéaires - Recommandations CRAMIF n° 17.

DTE 128 - Travaux de démolition réalisés à l'aide d'engins mécaniques - Recommandations CRAMIF n° 18.

9.3.11 ANNEXE

9.3.11.1 Recommandation R408 Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied

RECOMMANDATION
R 408



Recommandation de la CNAMTS adoptée par le Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics, le 10 juin 2004.

Cette recommandation annule et remplace la recommandation R 279 adoptée par le Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics le 9 juillet 1986.

CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés)
Direction des risques professionnels

Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied

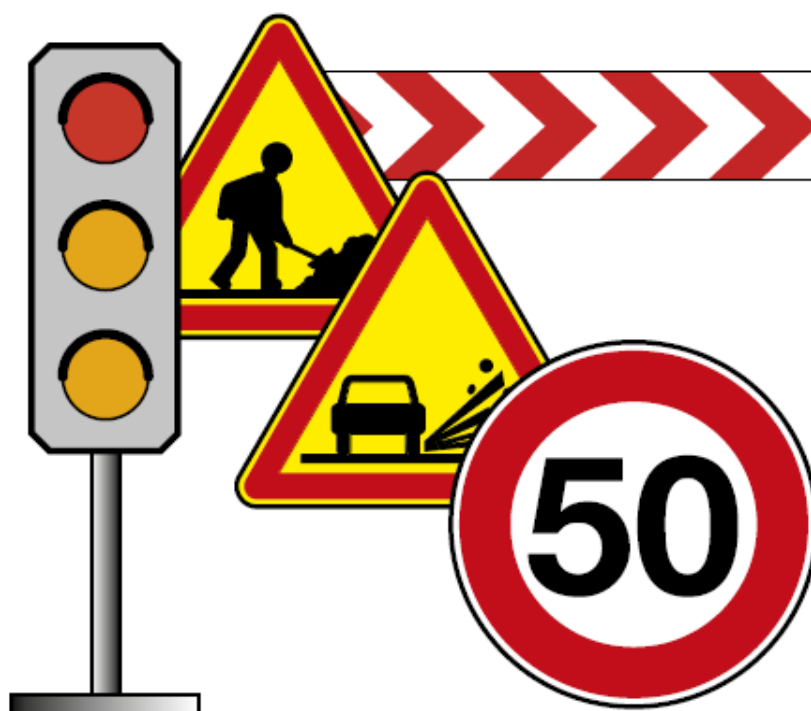
SOMMAIRE

<ul style="list-style-type: none"> 1. Préambule 3 2. Champ d'application 3 3. Objet de la recommandation 3 4. Principes de prévention 3 5. Mesures de prévention 3 5.1. Besoins et contraintes de sites 3 5.1.1. Les besoins 3 5.1.2. Les contraintes de site 3 5.2. Cas particulier d'utilisation partagée des échafaudages 4 5.3. Choix de matériaux 4 5.3.1. Planchers 4 5.3.2. Acroties 5 5.3.3. Notice technique de construction 5 5.4. Etude préalable 5 	<ul style="list-style-type: none"> 5.4.1. Echafaudages de hauteur inférieure ou égale à 24 mètres 5 5.4.2. Echafaudages de hauteur supérieure à 24 mètres 5 5.4.3. Cas particuliers 6 5.5. Plan d'implantation et de montage 6 5.5.1. Plan ou schéma d'implantation 6 5.5.2. Croquis et plan de détails pour le montage 6 5.6. Montage et démontage 7 5.7. Arrangements 7 5.8. Compétences des opérateurs, formation et attestation 7 5.8.1. Formation 7 5.8.2. Attestation de compétences 8 5.8.3. Travailleurs utilisant l'échafaudage comme poste de travail 8 5.9. Réception des échafaudages avant utilisation 8 5.10. Mise à disposition des documents 8 	<ul style="list-style-type: none"> Annexe 1. Notice du fabricant 9 Annexe 2. Référentiel de compétence du responsable de la conception d'échafaudage 10 Annexe 3. Référentiel de compétence du responsable de montage ou de montage de l'échafaudage 11 Annexe 4. Référentiel de compétence du responsable de réception et de maintenance (ou d'exploitation) d'échafaudage 12 Annexe 5. Référentiel de compétence des personnels travaillant sur les échafaudages 13 Annexe 6. Modèle de procès verbal de réception de travaux d'échafaudages 14 Annexe 7. Rapport de vérification d'un échafaudage fixe de pied. Fiche de synthèse 15 Annexe 8. Descriptif pour lot échafaudage de pied à l'attention des prescripteurs 16
--	--	--

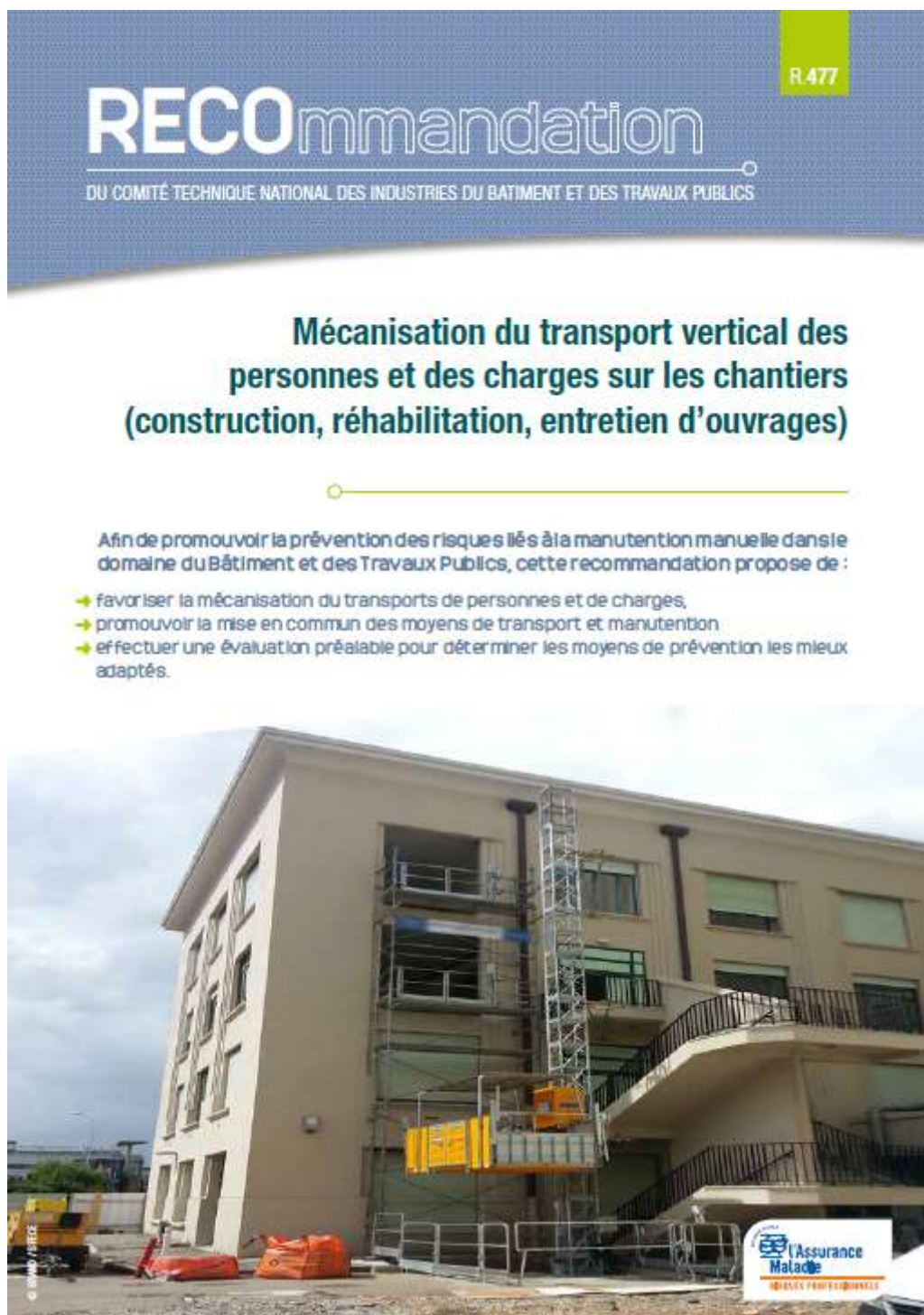
9.3.11.2 Signalisation routière



Signalisation temporaire de chantier



9.3.11.3 Recommandation R477 – Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages)



9.3.11.4 Tableau des manutentions et approvisionnements des matériaux et ou matériels



MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS DES MATERIAUX ET OU MATERIELS					
CHANTIER	ENTREPRISE			LOT	
Désignation					
Nb d'unité					
Poids unitaire					
Dimensions					
Poids total					
Conditionnement					
Moyens de livraison					
Nombre de livraison					
Moyen de déchargement					
Moyen de manutention vertical					
Moyen de manutention horizontal					
Destination vers stockage provisoire					
Destination vers point d'utilisation					
Observations					

Date :
Indice :

9.3.11.6 Procédure visite d'inspection commune (VIC) - CES

Inspection commune CES R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78301 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53		Site concerné	VISA ETABLISSEMENT	VISA COORDONNATEUR	VISA RESPONSABLE ENTREPRISE	
Intitulé précis de l'Opération		REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ETRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas. 1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention				à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb d'amiante
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité	oui / non	Besoins en électricité	oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz	oui / non	Consignation chauffage demandée	oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau	oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.			
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:				Manutention manuelle ou mécanique:		
Evacuation des déchets de l'entreprise par:				Stationnement de véhicule prévu:		
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 63 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9.3.11.7 Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 1^{ER} RANG

Inspection commune SOUS TRAITANT 1^{er} rang Procédure d'urgence en cas d'absence d'anticipation R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53		DATE	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR	SIGNATURE OBLIGATOIRE RESPONSABLE ENTREPRISE SOUS TRAITANTE	
Intitulé précis de l'Opération		REDACTEUR		DATE	VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :	
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable	
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas. 1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention				à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb d'amiante
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non	OUI (lesquels)	L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise:	Titulaire oui / non	
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.		
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 64 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9.3.11.8 Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 2^{ème} RANG

Inspection commune SOUS TRAITANT 2^{ème} RANG Procédure d'urgence en cas d'absence d'anticipation R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53		DATE		VISA ENTREPRISE PRINCIPALE		VISA COORDONNATEUR		SIGNATURE OBLIGATOIRE RESPONSABLE ENTREPRISE SOUS TRAITANTE	
Intitulé précis de l'Opération		REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :			
Bâtiment									
L'entreprise et ses coordonnées complètes				TELEPHONE / TELECOPIE		COURRIEL		Responsable des travaux	
								Son portable	
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.				Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention		1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur				à plus de 3m		à moins de 3m	
Effectif prévu		Travaux en milieu occupé: oui / non		Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non		oui / non		de plomb d'amiante	
						oui / non		oui / non	
Nature et description sommaire des travaux à exécuter				Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non			
Risques propres à l'entreprise				Risques importés (des autres vers l'entreprise)				Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)	
Moyens de prévention proposés				Moyens de prévention proposés				Moyens de prévention proposés	
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non						L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non			
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier					
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non					
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.					
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non									
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :					
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non					
Zone de stockage:				Manutention manuelle ou mécanique:					
Evacuation des déchets de l'entreprise par:				Stationnement de véhicule prévu:					
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire					
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)									
Matériel de premiers soins: (où et quoi)									
Notes complémentaires diverses:									
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.									

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 65 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9.3.11.9 Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Titulaire

Inspection commune TITULAIRE Procédure d'urgence en cas d'absence d'anticipation R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53		DATE	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR	SIGNATURE OBLIGATOIRE RESPONSABLE ENTREPRISE TITULAIRE	
Intitulé précis de l'opération		REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable	
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.		Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention		1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		à plus de 3m		à moins de 3m
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds	oui / non	oui / non	oui / non	de plomb oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation		
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non				accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.		
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 66 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9.3.11.10 Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Concessionnaire

Inspection commune Travaux concessionnaire Entreprise extérieure R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG BP 10017 - 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	Site concerné	VISA MAITRE D'OUVRAGE	VISA COORDONNATEUR	VISA RESPONSABLE ENTREPRISE			
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :		
Bâtiment							
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable	
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.			Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention	1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			à plus de 3m à moins de 3m		de plomb d'amiante	
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non			
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)			
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés			
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non			L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non				
Consignation demandée: électricité oui / non	Besoins en électricité oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier					
Consignation demandée gaz oui / non	Consignation chauffage demandée oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées oui / non					
Consignation demandée: eau oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.					
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non							
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:		Moyens de levage :					
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non		Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non					
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:					
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:					
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:		RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire					
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)							
Matériel de premiers soins: (où et quoi)							
Notes complémentaires diverses:							
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.							

COORDINATION MANAGEMENT 17 Place des échoppes – 78310 Maurepas Tel. 01-30-51-30-79 / Fax. 01 30 51 45 53	Plan Général de coordination SPS Niveau 2	31/01/2018 Page 67 sur 74 Dossier 278
--	--	---

9.3.11.11 Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Urgence

Inspection commune Travaux d'urgence R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78301 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53		Site concerné	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR	VISA RESPONSABLE ENTREPRISE/SOUS TRAITANT	
Intitulé précis de l'Opération		REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable	
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.		Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention		1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb d'amiante
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non		oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation		
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non				accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.		
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par: RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire						
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

9.3.11.12 Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Travaux entreprise extérieures à risques exportés

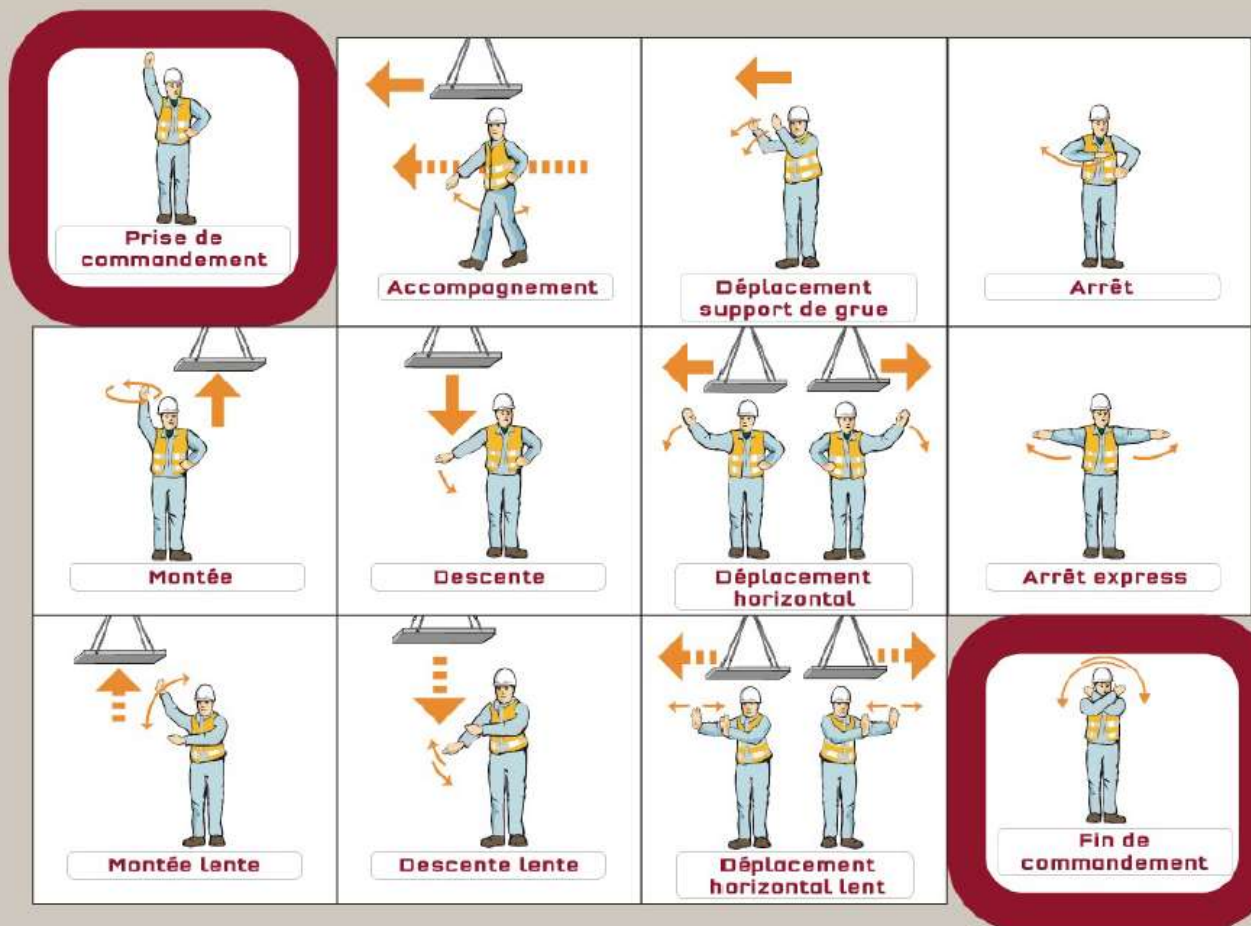
Inspection commune Travaux Entreprise extérieures à risques exportés R.J. Art. R.238,19		Site concerné	VISA ETABLISSEMENT	VISA COORDONNATEUR	VISA RESPONSABLE ENTREPRISE	
Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53						
Intitulé précis de l'Opération		REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes			TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.			Hauteur d'intervention	
Durée de l'intervention		1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			Présence	
Effectif prévu		Travaux en milieu occupé: oui / non		Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non	à plus de 3m oui / non	à moins de 3m oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.		
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

9.3.11.13 Procédure visite d'inspection commune (VIC) –Travaux prestataire de service à risques exportées

Inspection commune Travaux prestataire de service à risques exportées R.J. Art. R.238,19	Site concerné	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR		VISA RESPONSABLE ENTREPRISE PRESTATAIRE	
Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53						
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :	
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.			Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention	1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			à plus de 3m		à moins de 3m
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité	oui / non	Besoins en électricité	oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz	oui / non	Consignation chauffage demandée	oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau	oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.			
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:				Stationnement de véhicule prévu:		
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

9.3.11.14 Les 12 commandements de l'élingueur

LES 12 COMMANDEMENTS DE L'ÉLINGUEUR



9.3.11.15 Matériel de séchage individuel qui ne nécessite pas d'installation de ventilation

Individual 300 et 400
Vestiaires de séchage individuel.

Solutions système économiques et sur mesure pour des besoins divers.

- Armoire de séchage en acier galvanisé et peinture époxy pour une longue durée et compartiment de rangement.
- Flux de séchage verticaux par aspiration pour 1 paire de gants et de chaussures.
- Séchage à l'air ambiant économique en énergie.
- Circulation d'air et transport de l'air humide optimisés.
- Une mise en service minutée ou automatique simple par commande externe.
- Pneu tournant pour cadenas pour chaque armoire.
- Couteur de luit verte.
- Cadenas de séchage en fonction du matériel à sécher (air chaud min. 3 h, air ambiant max. 2 h).



11

Inside
Vestiaire de séchage intérieur.

Efficace, économique, sur mesure.

- Vestiaire individuel en acier galvanisé et peinture époxy pour le séchage et le chauffage d'un espace mini complet.
- Centre télescopique amovible pour venir en ponction de trou pour un séchage vertical par l'intérieur.
- Flux de séchage verticaux par l'intérieur pour 1 paire de gants et de chaussures.
- Moteur 0,5 h intégré ou selon les systèmes complétés par commande externe.
- Séchage doux avec air chaud.
- Circulation d'air et transport de l'air humide optimisés.
- Pneu tournant pour cadenas pour chaque armoire.
- Cadenas sécheur vert.
- Flux de séchage vertical en fonction du matériel à sécher.



12

Wintersteiger
Produits

Vestiaire Individuel séchant
Vestiaire séchant individuel

- Vestiaire séchant individuel 100 ou 400 mini 500 cm.
- Séchage doux performant sur toute la surface arrière permettant de sécher à l'air ambiant (économie d'énergie).
- Séchage des chaussures ou vêtements intégrés au système ventilation sécheur.
- Mise en route manuelle ou programmable.
- Fermeture par cadenas à code.
- Dimensions: 100 h - 400 h x 400 p x 1000 p.

Accessoires

Options

- Séchage à l'air ambiant ou chaud.
- Système de ventilation par aspiration ou par soufflage.
- Système de séchage 10 - 20 paires de vêtements ou 400 cm de séchage.
- Système de séchage par aspiration ou par soufflage sur l'extérieur des vêtements.

13

9.3.11.16 Travailleurs intérimaires

L'entreprise utilisatrice s'assurera que le travailleur intérimaire :

- ❖ Est qualifié pour effectuer le travail auquel il est destiné.
- ❖ Est « apte médicalement ».
- ❖ Est en règle au point de vue carte de travail ou carte de séjour.
- ❖ Dispose du matériel de protection individuelle nécessaire.
- ❖ Dispose d'un acte de mission conforme à l'art.L.124 du Code du Travail et a suivi la formation à la sécurité requis pour le poste à pourvoir.

Elle accordera une importance toute particulière à l'accueil des intérimaires, à leur information sur le travail à réaliser, sur les conditions d'organisation du chantier et les risques particuliers.

Enjeux Décryptage

Travail détaché : tous responsables !

Les obligations des maîtres d'ouvrage et donneurs d'ordre seront renforcées au 1^{er} juillet.

La lutte contre le travail illégal, chèque de santé ou chèque de... Trois des décrets les plus importants ? En tout cas, dans la lutte... de la prise de position officielle contre la clause Mobilité vers une... instruction interministérielle, l'arsenal de lutte contre le... instruction illégale se renforce avec la parution d'un nouveau décret... accentuant la responsabilité des maîtres d'ouvrage.

Annexé par le loi Travail du 8 août 2016, ce décret (n° 2017-025 du 2 mai) confirme notamment l'obligation de traduire les droits des salariés détachés dans l'une des langues officielles... prises dans leur Etat européen d'appartenance (art. 3 du dé...). Devront figurer sur le panneau à afficher « dans le local ven... » les règles applicables en termes de « durée du travail, de... salaire minimum, d'hébergement, de prévention des chutes de... hauteur, d'équipements individuels obligatoires et d'existence... d'un droit de retrait ». Les modalités selon lesquelles les salariés... peuvent faire valoir leurs droits doivent aussi être indiquées, le... tout « dans un bon état de lisibilité ».

Vérification des déclarations. Autre nouveauté au 1^{er} juillet... pour le donneur d'ordre : l'obligation de déclarer les accidents... du travail doit être vérifiée les salariés détachés. La déclara... tion devra être envoyée dans les deux jours ouvrables « suivant... la survenance de l'accident », par tout moyen permettant de contr... ner cette certitude à cet effet ». Son contenu est précisé par le décret (art. R.1252-2 du Code du travail).

La responsabilité du maître d'ouvrage ou du donneur d'ordre s'étend à toute la chaîne de sous-traitance. Surtout, la responsabilité du maître d'ouvrage ou du donneur d'ordre s'étend à l'ensemble de la chaîne de sous-traitance. Dès le 1^{er} juillet, il aura ainsi l'obligation de vérifier que tous ses sous-traitants ou cocontractants - y compris l'entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers ont contracté - ont effectivement déclaré leurs travailleurs détachés. Il devra à cet effet, avant la date de démarrage, envoyer de leur part la copie de la déclaration concernant chaque salarié.

Pénalité chaudière. Du côté des entreprises du bâtiment, la satisfaction est au rendez-vous. Pour Jacques Chanut, président de la FFR, ce décret est « une pierre de plus à l'édifice réglementaire permettant de lutter contre le flou de la concurrence en... « être dévalorisé ». L'organisation professionnelle existe depuis plusieurs années pour une responsabilisation des maîtres d'ouvrage et donneurs d'ordre, estimant que « l'enjeu du respect des... »

Arrêts de chantier et amendes salées. Sachant que le législateur a cette fois voulu rendre le dispositif pleinement effectif, sanctions éminemment concrètes, l'arrêt temporaire de chantier figure en tête de l'arsenal déployé. Il faut dire que la formation peut, sur décision du préfet, affecter un autre chantier que celui directement concerné par l'illégalité (art. R. 8222-8 du Code du travail). Comme par ailleurs, les sanctions devraient aussi pour la première fois, ne pas suspendre ses obligations pour la durée de 2000 euros par salarié détaché (4000 euros en cas de récidive la même année), dans la limite de 500 000 euros au total. ■ *Christine Ponsard*



Devenant, le donneur d'ordre est obligé de déclarer les accidents du travail dont sont victimes les salariés détachés.

9.3.11.17 Attestation lutte contre le travail illégal

Annexe PGC :

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	
DECLARATION à souscrire et DOCUMENTS à fournir Par le Prestataire de Services = Sous-Traitant (code du travail)	
LA PRESENTE DECLARATION ET LES TROIS DOCUMENTS A Y ANNEXER	
Doivent être RENOUVELÉS TOUS LES 6 MOIS jusqu'à la fin de l'exécution du contrat de sous-traitance	
Je soussigné, (NOM et prénom)	
Agissant en qualité de représentant de l'entreprise (NOM de l'entreprise)	
(Le Prestataire de services)	
Domiciliée (adresse du siège social)	
.....	
ARTICLE I. DECLARATIONS ET ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR	
<p>➤ J'atteste sur l'honneur avoir déposé auprès de l'administration fiscale, à la date de la présente attestation l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;</p> <p>➤ J'atteste sur l'honneur que je réaliserai, ou la société que je représente réalisera, les travaux avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L3243-2 et R 3243-1 du code du travail (déclaration d'embauche, remise d'un bulletin de paie au salarié avec les mentions obligatoires) ;</p> <p><u>En cas de recours à du personnel étranger :</u></p> <p>➤ J'atteste sur l'honneur que j'ai préalablement vérifié que ce personnel étranger dispose d'une autorisation de travail valide lui permettant d'exercer une activité professionnelle sur le territoire français ;</p> <p>➤ J'atteste sur l'honneur que les dispositions légales et conventionnelles françaises sont respectées vis-à-vis de l'ensemble de ce personnel étranger et ce, dès le premier jour de travail, dans le cadre du présent contrat, notamment en ce qui concerne la rémunération minimale conventionnelle dont le montant s'entend hors frais de transport, de logement, de nourriture (qui doivent faire l'objet d'une indemnité ou d'une prise en charge complémentaire et indépendante par l'employeur) ;</p> <p><u>Si le marché principal est un marché public ou une délégation de service public, ou bien un marché conclu par une SA d'ETM ou une société d'économie mixte :</u></p> <p>➤ J'atteste sur l'honneur que je n'ai pas, ou la société que je représente n'a pas, fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions de travail illégal visées aux articles L 1146-1, L 8221-1, L 8221-3, L 8221-5, L 8251-2, L 5221-8, L 8231-1, L 8241-1 et L 8251-1 du code du travail ;</p> <p>➤ J'atteste sur l'honneur que je n'ai pas, ou la société que je représente n'a pas, fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au 2nd alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, au 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, au 2nd alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des</p>	

Annexe PGC

impôts et aux articles L. 2339-2 à L.2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et L. 317-8 du code de la sécurité intérieure ;

- Je déclare que je, ou la société que je représente ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir aux marchés susvisés ;
- Je déclare ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;
- Je déclare avoir, ou que la société que je représente a, souscrit les déclarations et effectué le paiement des impôts, taxes, majorations et pénalités ainsi que des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, des cotisations aux caisses de congés payés, de chômage intérimaires et d'assurance chômage et majorations y afférentes exigibles à ce jour ;
- Je déclare ne pas être en état de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, et ne pas être admis au redressement judiciaire, sans justifier d'une habilitation à poursuivre mon activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- Je déclare avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ;
- Je déclare être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

ARTICLE 2. PIECES A ANNEXER A LA PRESENTE DECLARATION

Je joins (art. D 8222-5 du code du travail) :

- ☐ L'un des documents suivants :
 - Copie de l'extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait K ou k bis),
 - ou
 - Copie de ma carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- ☐ Une copie de l'attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'URSSAF, datant de moins de 6 mois ;
(Cette attestation doit mentionner l'identification de l'entreprise, le nombre de salariés et le total de rémunérations déclarées sur le dernier bordereau récapitulatif des cotisations adressé à l'organisme de recouvrement des cotisations : art. D 243-15 du code de sécurité sociale)
- ☐ La liste nominative (date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail – art. D 8254-2 du code du travail) de mes salariés étrangers soumis à autorisation de travail, établie à partir du registre unique du personnel ;
Je m'engage à compléter cette liste si je décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer sur celui-ci du personnel étranger soumis à autorisation de travail non prévu à l'origine.
- ☐ L'attestation d'assurance professionnelle

Fait à _____, le _____

Le CSPS
Christophe MASSON

Le Sous-Traitant,
(signature et cachet)